

adf

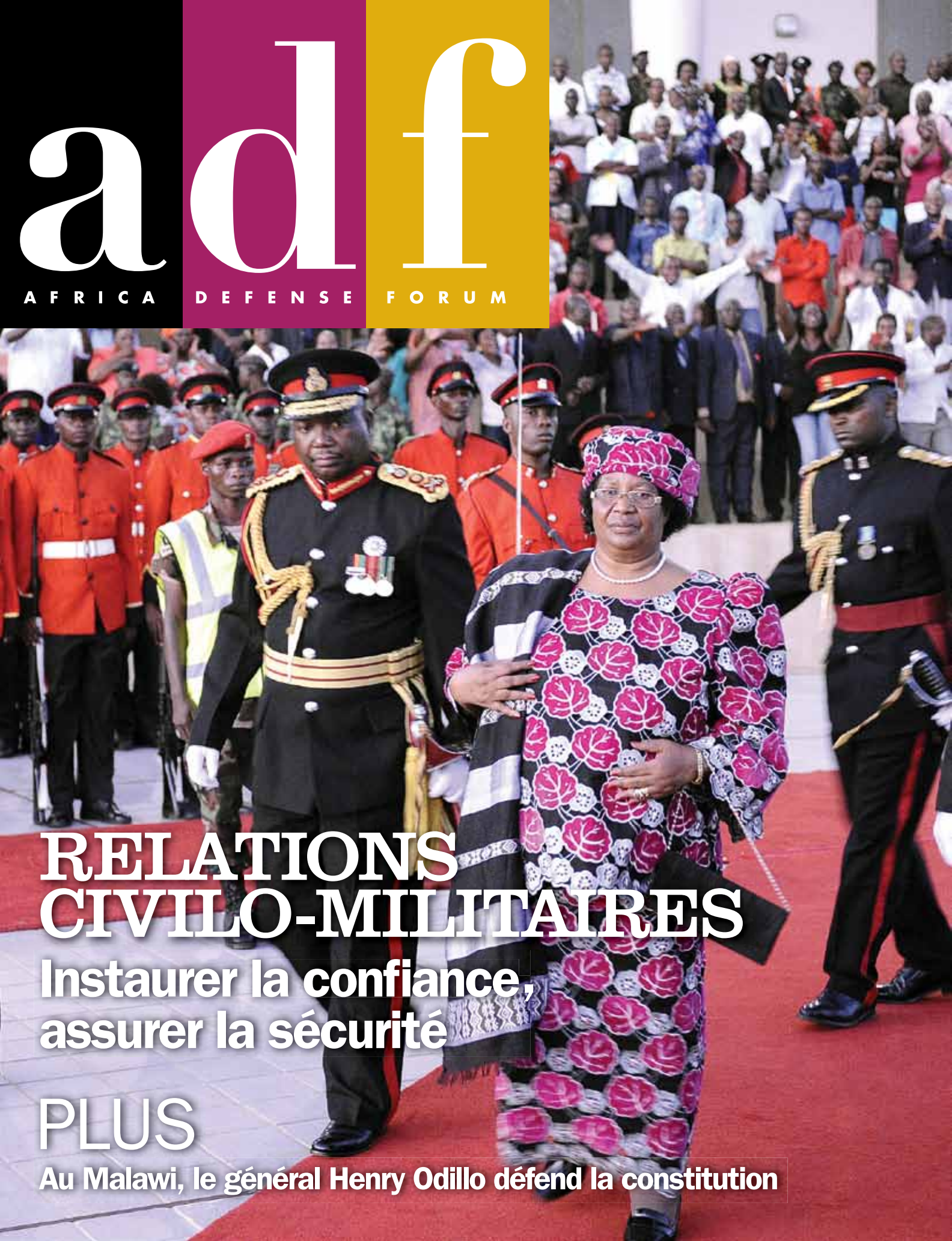
AFRICA DEFENSE FORUM

RELATIONS CIVIL-MILITAIRES

Instaurer la confiance,
assurer la sécurité

PLUS

Au Malawi, le général Henry Odillo défend la constitution





articles

- 8 Gagner sur le territoire national**
La Mauritanie considère les actions civilo-militaires comme cruciales pour la défense nationale.
- 12 Face au spectre d'une crise constitutionnelle**
Le général Henry Odillo, du Malawi, explique à *ADF* pourquoi il a refusé de s'associer au coup d'État qui se préparait.
- 18 Après la guerre, les mines terrestres continuent de tuer**
Le coût en vies humaines et au niveau financier se fait toujours sentir, des décennies après la pose de mines terrestres.
- 24 Le coût de la corruption**
Le manque d'éthique peut nuire aux secteurs de la défense à tous les niveaux.
- 30 Construire pour l'avenir**
Le professeur Calestous Juma, de l'université d'Harvard, fait valoir que les armées africaines doivent aider à construire l'infrastructure du continent.
- 36 Des progrès contre un fléau**
Les taux d'infection et de mortalité liés au VIH/SIDA sont en baisse en Afrique, et les armées sont à l'avant-poste du progrès.
- 40 L'aide venue d'en haut**
Central Accord 13 renforce les capacités de ravitaillement aérien au Cameroun.
- 46 Gérer le Mali**
Les pays de l'Afrique de l'Ouest se réunissent au Ghana pour se préparer à une mission difficile de maintien de la paix.
- 52 Entretien avec le général de division Obed Akwa**
Le commandant du Centre international Kofi Annan de Formation au Maintien de la Paix (KAIFPC) parle de ses expériences et de ses espoirs de régler les conflits.



rubriques

- 4 Point de vue
- 5 Perspective africaine
- 6 L'Afrique aujourd'hui
- 28 Battement du cœur de l'Afrique
- 56 Culture et sports
- 58 Point de vue mondial
- 60 Défense et sécurité
- 62 Chemins de l'espoir
- 64 Croissance et progrès
- 66 Image du passé
- 67 Où suis-je ?

40



EN COUVERTURE :

La présidente du Malawi Joyce Banda marche aux côtés du général Henry Odillo, l'officier le plus haut gradé du pays, au cours de son investiture en 2012. Le général Odillo, qui est présenté en page 12, a aidé à éviter une crise constitutionnelle lorsqu'il a refusé de participer à un coup d'État qui se préparait après la disparition de l'ancien président Bingu wa Mutharika.

AFP/GETTY IMAGES

La plupart des armées africaines bénéficient de la confiance de ceux que leur mission est de servir. Selon une enquête réalisée auprès de résidents de 19 pays africains par l'institut de sondages Gallup, 61 % des sondés indiquent avoir confiance en l'armée en tant qu'institution. Cela signifie que l'on fait davantage confiance à l'armée qu'aux banques, au système de santé, aux journalistes ou aux gouvernements nationaux.

Ce résultat est important. Il est nécessaire que les liens tissés entre les forces armées et les civils soient indestructibles. Sans la confiance entre les civils et les militaires, aucune armée nationale ne peut revendiquer sa légitimité.

L'histoire montre que les armées sont le plus respectées quand elles sont subordonnées aux responsables civils élus, exemptes de corruption, respectueuses de l'État de droit et réactives aux besoins des citoyens. Lorsque les armées portent assistance au public pendant les catastrophes naturelles, elles consolident leur rôle de forces protectrices en temps de crise. Lorsque des soldats organisent des événements, tels que des programmes d'actions civiques médicales, ou travaillent à construire des routes, des ponts et d'autres infrastructures, les forces armées apparaissent au public sous un autre éclairage.

Dans ce numéro, ADF met en lumière certains des signes d'espoir qui se font jour dans le domaine des relations civilo-militaires sur tout le continent. À la **page 8**, nous examinons l'accent que la Mauritanie met de plus en plus sur les programmes civilo-militaires d'action de proximité, tels que les événements dans les centres de santé et de soins vétérinaires, lesquels améliorent considérablement la vie des habitants des régions les plus reculées du pays. Dans une interview exclusive à la **page 12**, le général Henry Odillo, commandant en chef des Forces de défense du Malawi, explique pourquoi il a repoussé une tentative de coup d'État et a insisté sur un transfert constitutionnel du pouvoir dans son pays. À la **page 30**, le professeur Calestous Juma, de l'université d'Harvard, évoque le rôle important que jouent les armées africaines dans le développement des infrastructures. Enfin, à la **page 40**, nous nous penchons sur la façon dont les pays de l'Afrique centrale, à l'occasion de l'exercice Central Accord 13 à Douala, au Cameroun, sont formés à l'utilisation du ravitaillement aérien pour aider les soldats sur les lignes de front et les civils lors des catastrophes naturelles.

La confiance se gagne. En donnant un degré de priorité élevé à des missions qui améliorent la vie des civils, les armées africaines peuvent s'avérer aussi fortes dans le cadre d'actions menées au sein de leur pays qu'elles le sont sur le champ de bataille.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Des enfants saluent de la main un soldat du Niger alors qu'il patrouille dans la ville malienne de Gao en février 2013.



Relations civilo-militaires

Volume 6, 4e trimestre

L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE

POUR NOUS CONTACTER



U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951

APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE
FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

Après 50 ans
d'unité,

L'UNION AFRICAINE EST TOURNÉE VERS L'AVENIR

DR TEDROS ADHANOM GHEBREYESUS

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DÉMOCRATIQUE DE L'ÉTHIOPIE

Le Dr Tedros a pris la parole devant la Chatham House, à Londres, le 13 mai 2013, en commémoration du 50e anniversaire de l'Organisation de l'Unité africaine-Union africaine (UA). Ce texte est une version remaniée de ses propos.

dialogue entre le Soudan et le Soudan du Sud sur les problèmes concernant la période qui a suivi l'indépendance.

À mesure que nous traçons la route à suivre, nous devons, à mon avis, absolument mobiliser nos efforts afin de consolider la paix et la stabilité, approfondir les racines de la gouvernance démocratique et susciter une transformation structurelle pour maintenir l'élan de la croissance.

À cet égard, je souhaite indiquer que l'Union africaine a élaboré un plan stratégique pour les années 2014-2017, qui vise à accélérer les progrès réalisés pour, à court et à moyen termes, jeter les bases d'un continent intégré, prospère, centré sur la personne et pacifique. Le plan définit huit priorités et préoccupations stratégiques à traiter. Il s'agit de promouvoir la paix et la stabilité, d'augmenter la production agricole, de favoriser un développement économique et une industrialisation n'excluant personne, de renforcer les capacités de l'Afrique en matière de ressources humaines, d'assurer effectivement la participation des femmes et de la jeunesse, de mettre en œuvre des stratégies de mobilisation des ressources, de renforcer une union centrée sur la personne et

de perfectionner les capacités institutionnelles de la commission et d'autres organes de l'union ainsi que des Communautés économiques régionales, qui sont les pierres angulaires de notre union.

À la lumière des célébrations du Jubilé d'or, l'Union africaine est également en train d'élaborer le Cadre stratégique de Vision 2063, qui tracera les grandes lignes de l'ordre du jour pour l'Afrique pour les 50 ans à venir, afin de réaliser la vision d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique.

Si nous continuons à aller de l'avant en nous appuyant sur les résultats obtenus jusqu'à présent et si nous essayons de surmonter les difficultés auxquelles nous faisons face, il n'y a aucune raison pour laquelle nous ne serions pas en mesure de faire des rêves de nos pères fondateurs une réalité.

Les pays africains ont compris depuis longtemps que leur liberté et leur indépendance seraient vaines sans leur unité. Trente-deux États africains indépendants ont signé la charte portant création de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) le 25 mai 1963 à Addis-Abeba, jetant ainsi les bases solides de l'unité et de la solidarité de l'Afrique.

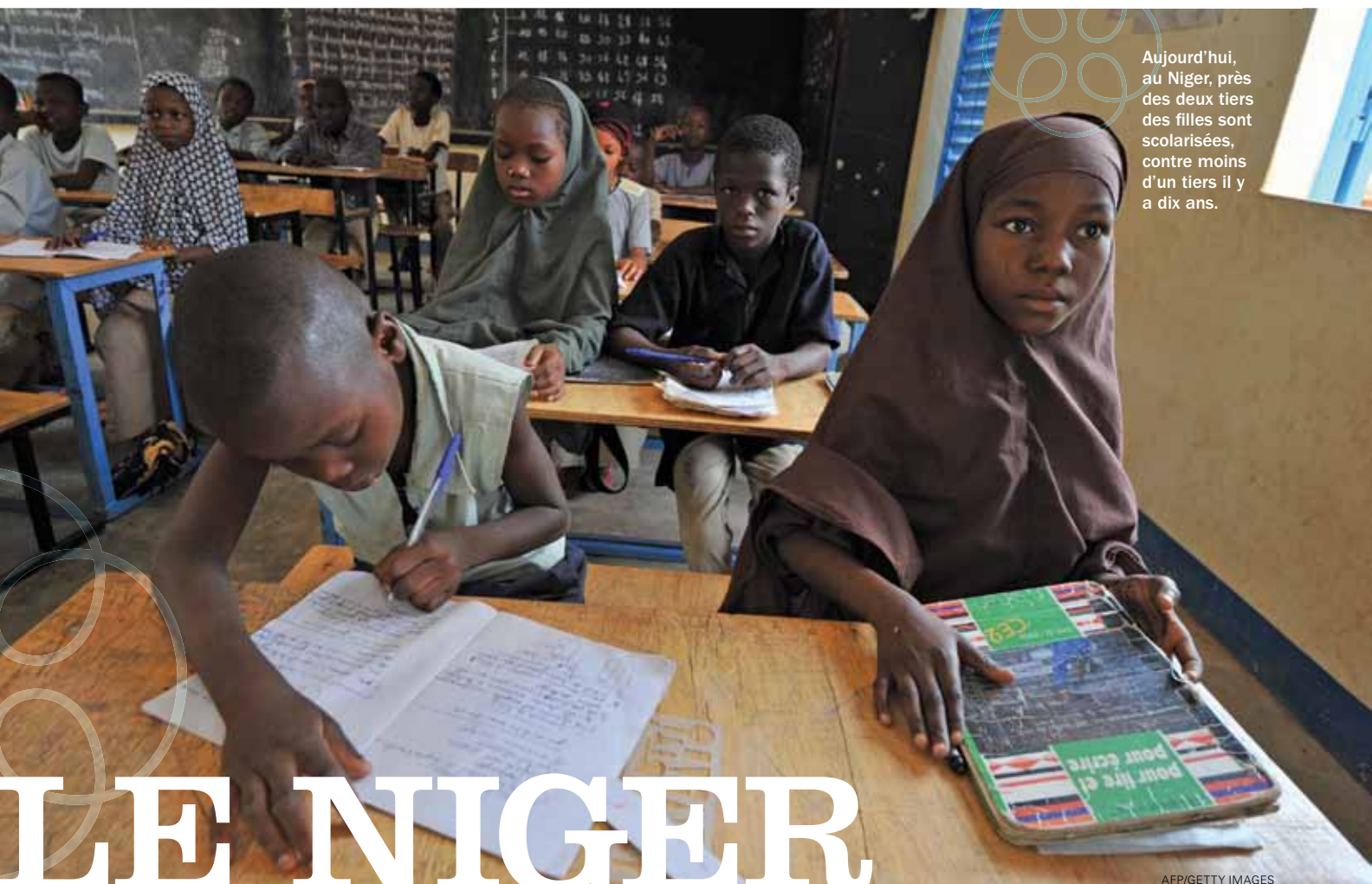
Au tournant du XXI^e siècle, les États africains ont reconnu la nécessité d'accélérer l'intégration socio-économique du continent afin d'éviter sa marginalisation à l'ère de la mondialisation. Ceci a nécessité la transformation de l'OUA en Union africaine, afin de mieux relever les défis auxquels le continent est confronté et réaliser la vision des pères fondateurs, celle d'une Afrique pacifique, prospère et unie.

L'Union africaine s'est efforcée de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique et de créer un environnement favorable au développement durable, conformément à sa mission. En particulier, l'Architecture africaine de paix et de sécurité, avec ses éléments constitutifs, le Conseil de paix et de sécurité, le Groupe des Sages, le Système continental d'alerte précoce et la Force africaine en attente sont devenus les véritables mécanismes de l'Union africaine pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits sur notre continent. À titre d'exemple, nous pouvons mentionner le déploiement de missions de maintien de la paix au Burundi, en Somalie et au Darfour, mais aussi les médiations de haut niveau, comme le Groupe de haut niveau de l'Union africaine, facilitant le



GETTY IMAGES

Une statue de Kwame Nkrumah, le premier président du Ghana indépendant et l'un des membres fondateurs de l'Organisation de l'Unité africaine, qui a précédé l'Union africaine, se dresse à l'extérieur du siège de l'UA à Addis-Abeba, en Éthiopie.



Aujourd'hui, au Niger, près des deux tiers des filles sont scolarisées, contre moins d'un tiers il y a dix ans.

LE NIGER

VOIT AUGMENTER

la fréquentation scolaire chez les filles

IPS/SOULEYMANE MAAZOU

Il y a dix ans, moins d'un tiers des filles d'âge scolaire au Niger allaient en classe. Aujourd'hui, près des deux tiers des filles sont scolarisées.

« En 2003, nous n'avions que 15 filles dans mon école, sur 150 élèves. À présent, nous avons 103 filles sur un total de 175 élèves », a déclaré Ibrahim Sani, qui enseigne depuis 17 ans dans la ville septentrionale d'Agadez.

Salouhou Adou enseigne à la périphérie de Tahoua, la capitale de la région centrale du même nom. « Quand je suis arrivé à Kollama en 2003, il n'y avait que 29 filles sur 113 élèves », a-t-il précisé. « Aujourd'hui, le nombre des filles a triplé : elles sont 87 sur 137 élèves. »

Entre 2001 et 2011, le taux de scolarisation des filles au Niger est passé de 29 % à 63 %, d'après le ministère de l'Éducation. L'amélioration est due aux efforts des autorités administratives et, traditionnelles, des enseignants, des parents et de la société civile.

« J'ai fait du porte à porte pour parler avec les familles qui étaient contre l'éducation pour leurs filles », a

indiqué Maman Zakari, un commerçant sexagénaire résidant dans la ville méridionale de Maradi. « Moi-même, dans le passé, j'étais contre la scolarisation des filles. Cependant, j'ai fini par comprendre l'importance de l'éducation pour les filles grâce à des campagnes de sensibilisation et à des programmes radio. » Il a inscrit à l'école deux de ses cinq filles.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) soutient également diverses incitations. « Les enseignants des zones rurales qui participent à ces campagnes obtiennent un certain soutien matériel de l'UNICEF, en plus de leur salaire », a expliqué Kadri Yacouba, directeur des écoles primaires de Maradi. « En outre, les femmes qui envoient leurs filles à l'école reçoivent de l'argent pour démarrer une petite entreprise. »

Malgré cette augmentation, il existe toujours une disparité entre le taux de scolarisation des filles et celui des garçons. De nombreuses familles n'envoient pas leurs filles à l'école en raison de croyances sociales et culturelles.

« Il existe de nombreux parents qui pensent que l'école est un facteur déstabilisant pour les filles », a expliqué Aboubabcar Amadou, inspecteur académique à la retraite. « Pour eux, la destinée d'une fille est de devenir une bonne épouse pour son mari et une bonne mère pour ses enfants. »

L'ALGÉRIE INCORPORE

les marchands ambulants dans l'économie juridique

MAGHAREBIA.COM

Le gouvernement algérien veut offrir aux 55.000 à 60.000 jeunes gens qui travaillent au marché noir l'opportunité de pratiquer une activité commerciale légale.

« Le travail de recensement entamé au début de l'année 2012 nous a permis d'établir une liste de 1.368 sites de commerce informel, employant 63.190 personnes », a indiqué le ministre de l'Intérieur Dahou Ould Kablia. Plus de 785 sites ont été fermés.

Des sites abandonnés dans le cadre des marchés existants sont utilisés. En mai 2013, 15.918 personnes au total ont été envoyées ailleurs. Au début de l'année 2013, 327 marchés couverts urbains avec environ 40 étals chacun ont été mis en place. À la fin du mois d'avril 2013, 165 marchés étaient terminés, 119 autres devant être achevés d'ici à juin 2013.

Cette opération, lancée en 2012, devrait générer de 55.000 à 60.000 emplois, a précisé le ministre Dahou Ould Kablia. Ces nouveaux commerçants auront une autorisation délivrée par la mairie, valable pour une année, avant de devoir être inscrits au registre du commerce. Ils seront exonérés des frais de location durant les six premiers mois.



AFP/GETTY IMAGES

Le ministère du Commerce a également créé une entité publique chargée de superviser les marchés. Prochainement, il sera question de gérer de grands marchés régionaux à travers plusieurs wilayas (provinces). Ces marchés ne sont pas destinés aux « marchands ambulants qui concurrencent la production nationale », a noté le ministre du Commerce Mustafa Benbada. Ils ont « pour but d'offrir aux citoyens des produits de première nécessité à des prix abordables ».

« Je pourrai enfin exercer mon activité et gagner ma vie sans craindre que les policiers viennent saisir ma marchandise ou que les riverains me chassent », a expliqué le marchand Lamine Sayoud. « Je ne me soucierai plus de savoir où entreposer ma marchandise et je n'aurais plus à travailler sous le soleil brûlant ou sous la pluie battante.

UN SITE WEB permet aux TUNISIENS de signaler des cas de corruption

MAGHAREBIA.COM

L'organisation tunisienne I Watch a lancé un site Web qui permet au public de signaler les cas de corruption. Le site, Billkamcha.com (un terme d'argot désignant une personne prise en flagrant délit), a réuni 7.000 soutiens quarante-huit heures seulement après son ouverture en avril 2013.

« Ce site Web interactif est conçu pour permettre aux victimes de la corruption de signaler immédiatement leur mésaventure, que la nature de cette corruption soit financière, administrative ou prenne la forme du favoritisme », a expliqué le président de I Watch Tunisia, Achraf Aouadi. Les personnes dénonçant les abus peuvent rester anonymes.

Le classement de la Tunisie à l'Indice annuel de perception de la corruption de Transparency International est passé de la 59e place en 2010 à la 75e en 2012. D'après un sondage d'opinion réalisé en 2011 par le Centre tunisien

de gouvernance des entreprises, 72 % des Tunisiens pensaient que les policiers étaient corrompus, 70 % pensaient la même chose des partis politiques, 57 % en ce qui concerne les douanes, 40 % à propos des avocats et 39 % au sujet des juges.

I Watch a été créé en mars 2011 comme un organisme de surveillance local à but non lucratif ayant pour objectifs la transparence et la lutte contre la corruption. L'organisation coordonnera son action avec plusieurs avocats pour traiter les dossiers que le site Web a commencé à recevoir. Le site est géré par une



équipe de six membres, chargés de recevoir les plaintes et les rapports relatifs à la corruption, mais aussi par 10 blogueurs, dont la mission est d'exposer et de détecter les cas de corruption reçus par ce site.

UNE BANQUE DU KENYA

BASÉE SUR LA TÉLÉPHONIE MOBILE ACCORDE DES PRÊTS SANS DÉMARCHES FASTIDIEUSES

AGENCE FRANCE-PRESSE

Jane Adhiambo Achieng est entrée dans une banque kenyane afin d'obtenir un prêt pour développer sa petite épicerie. Elle a fourni tous les justificatifs et a passé des semaines à discuter avec les responsables de la banque. Elle n'a pas obtenu de prêt.

« Ils m'ont simplement dit que je ne remplissais pas les conditions requises », observe Mme Achieng. « Mes revenus étaient trop limités. » Elle cherchait à obtenir un prêt de 250 dollars, soit environ la moitié de son chiffre d'affaires mensuel, pour développer son étal de fruits et de légumes à Nairobi.

Ultérieurement, en mars 2013, elle a fait une demande portant sur le même montant par le biais d'une application kenyane de téléphonie mobile du nom de M-Shwari. Elle a ainsi obtenu la somme en quelques minutes. M-Shwari (ce qui signifie « fluide » en swahili) est une nouvelle plateforme bancaire qui permet aux abonnés de Safaricom, le plus important réseau

mobile du Kenya, de gérer des comptes d'épargne, de gagner des intérêts et d'emprunter de l'argent.

Il s'agit d'une extension du service M-Pesa, une innovation kenyane permettant d'envoyer de l'argent au moyen d'un téléphone portable.

Cette application a révolutionné les services bancaires pour au moins 12 millions de personnes demeurant exclues du système. Grâce à cette plateforme, les clients de Safaricom peuvent ouvrir un compte, transférer de l'argent et bénéficier de microcrédits instantanés d'un montant minimum de 100 shillings kenyans (soit légèrement plus qu'un dollar) et ce, à tout moment.

Les emprunteurs doivent rembourser les prêts en un mois, moyennant un intérêt de 7,5 %. L'application a rencontré tellement de succès que, dès le premier jour de sa mise en service à la fin de l'année 2012, 70.000 nouveaux comptes ont été ouverts.

GAGNER *sur le* TERRITOIRE NATIONAL

La Mauritanie considère les actions civilo-militaires comme cruciales pour la défense nationale

PERSONNEL D'ADF



est une mission insolite pour un soldat. D'habitude, il doit prendre les armes et se battre pour son pays. Il n'hésite pas lorsqu'on lui ordonne de participer à une mission de maintien de la paix dans un pays étranger. Or, même un guerrier endurci peut être surpris lorsqu'on lui dit que sa nouvelle mission consistera à vacciner un troupeau de vaches.

Des soldats de l'armée nationale mauritanienne sont assignés à des actions civilo-militaires qui comprennent des actes vétérinaires, l'assistance à des cliniques et à des projets de développement, comme le creusement de puits et la construction de routes. Les chefs de l'armée mauritanienne disent que ce genre de travaux ne dévie pas de la mission principale de sécurité de l'armée. En fait, ils considèrent cela comme vital pour la défense nationale.

« Les actions civilo-militaires sont d'une importance telle que l'armée nationale entend les inscrire dans tous les programmes d'engagement dans des zones vulnérables où les populations peuvent être facilement influencées par des organisations malveillantes », a expliqué le commandant Lif Mohammed Diadie de la direction des relations publiques de l'armée mauritanienne. « Il s'agit de la stratégie adoptée par l'armée mauritanienne afin de gagner l'adhésion des civils. Sur ce point, l'armée mauritanienne semble avoir gagné. »

Début janvier 2012, l'armée s'est associée au Centre National de l'Élevage et de Recherches vétérinaires et a lancé des actions d'aide à des éleveurs et des bergers dans sept villages de trois provinces au sud et à l'est du pays.

Des équipes vétérinaires ont administré des vaccins antiparasitaires et des complexes vitaminiques à des centaines de vaches et de chameaux. Ils ont tout consigné soigneusement de sorte que les vétérinaires puissent retourner aux villages pour vérifier l'état de santé du bétail et évaluer les traitements. Dans le cadre d'un programme de soutien, l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique a financé la construction de sept enclos

métalliques dans les villages pour la vaccination et l'inspection du bétail. Les enclos empêchent les grands animaux de s'échapper et de blesser leurs soigneurs ou eux-mêmes pendant le traitement.

Pour renforcer l'accent mis par la Mauritanie sur les actions civilo-militaires, l'armée fait appel à ses Troupes méhariste ou Groupements nomades pour poursuivre sa longue tradition d'aide à ceux qui vivent dans les régions les plus reculées du pays. Formés en 1912, les Groupements nomades sont constitués d'agents de sécurité adaptés au terrain difficile sur lequel ils vivent et opèrent. Au fil des ans, ils ont conquis la confiance des populations locales, y compris des bergers nomades.

« De par la nature de leur mission, les Groupements nomades ont toujours apporté leur aide aux populations, a souligné le commandant Diadie. Les actions civilo-militaires, auxquelles ces troupes seront entraînées, ne feront que renforcer le degré d'assistance qu'elles n'ont cessé d'apporter à ceux qui demandent secours dans leur zone de responsabilité. Ainsi, ils sillonneront les coins les plus reculés pour apporter des soins aux malades, distribuer des médicaments, prodiguer des conseils d'hygiène, évacuer des malades, réhabiliter des points d'eau mais aussi sensibiliser contre le terrorisme et tous les extrémismes. »

Ces projets civilo-militaires peuvent paraître de petite envergure. Cependant, les responsables affirment qu'ils peuvent rapporter gros en termes de sécurité. Avec plus d'un million de kilomètres carrés et une population de près de 3,5 millions d'habitants, la Mauritanie est l'un des pays les moins peuplés d'Afrique. Seules la Libye et la Namibie ont une population inférieure au kilomètre carré.

Compte tenu de ses ressources limitées et de la nécessité d'affirmer son pouvoir dans les zones éloignées, le gouvernement mauritanien a besoin du soutien des populations rurales, y compris des chefs de tribus et des gouverneurs régionaux, les walis. De plus, les communautés situées le long des plus de 5.000 kilomètres de frontière jouent un rôle important en tant que défense de première ligne contre la criminalité transfrontière ou l'extrémisme émergent.

Dans une analyse des problèmes de sécurité en



Un membre des Groupements nomades de Mauritanie photographié près de Nema, dans le sud-est du pays. Créés il y a plus de 100 ans, les Groupements nomades mènent des actions de proximité auprès des populations vulnérables les plus isolées.

SOUS-OFFICIER JUSTIN DE HOYOS/
ARMÉE AMÉRICAINE



Des enfants dansent avant l'inauguration d'un enclos
de vaccination du bétail dans le sud de la Mauritanie.
SOUS-OFFICIER JUSTIN DE HOYOS/ARMÉE AMÉRICAINE

Mauritanie, en 2012, Anouar Boukhars, de la Fondation Carnegie pour la Paix internationale, a averti que les régions non gouvernées ou mal gouvernées peuvent devenir des viviers de criminalité organisée ou de groupes terroristes, en particulier ceux qui recrutent des jeunes. Il a prévenu que la carence de l'État à fournir des services peut pousser les jeunes dans les bras des extrémistes.

« Plus le fossé est grand entre les attentes des jeunes et la capacité ou la volonté de l'État à les satisfaire, plus le risque sera grand de voir les jeunes en colère se tourner vers des acteurs extérieurs pour obtenir des biens essentiels », a-t-il écrit.

Cette leçon a été illustrée au Sahel par la chute du Nord du Mali en 2012 et l'alliance funeste des chefs touaregs locaux avec les groupes extrémistes, y compris Al-Qaïda au Maghreb islamique. Bien que des doléances vieilles de plusieurs décennies aient joué un rôle dans la révolte des Touaregs, s'y est ajouté, chez certains, le sentiment d'être laissés-pour-compte par leur gouvernement, sans emplois ni investissements dans la région.

Par conséquent, répondre aux besoins, aider au développement et gagner la confiance sont d'une importance primordiale dans cette partie du monde. C'est ce à quoi servent les actions civilo-militaires. En février et mars 2013, l'exercice militaire multinational Flintlock 13, qui a eu lieu en Mauritanie, a inclus des programmes d'action civile médicale dans le cadre desquels les villageois qui vivaient près des sites d'exercice ont reçu des soins médicaux gratuits.

Pendant 18 jours, des médecins civils et militaires ont traité plus de 1.000 patients dans trois régions du pays. Les maux allaient d'éruptions cutanées bénignes et de troubles digestifs au paludisme et à des infections respiratoires. Des ophtalmologues ont traité 300 patients et ont distribué 250 paires de lunettes.

Les équipes en charge des actions civilo-militaires ont aussi

fourni du matériel médical supplémentaire aux cliniques locales, ce qui leur a permis de continuer à traiter les patients à l'issue de l'exercice.

À la suite de l'exercice, plusieurs gouverneurs régionaux, habitués à entendre les civils se plaindre du bruit ou de la destruction des terres pendant les manœuvres militaires, ont reçu des éloges de la part des habitants situés près des sites d'exercice. Sall Saidou, wali de Hodh El Gharbi, dans le sud de la Mauritanie, a indiqué que, dans sa région, une clinique avait été construite, que le bétail avait été traité par des vétérinaires et que les affaires reprenaient pour les banques et les commerçants. « Ces exercices

ont été un véritable succès. Nos militaires ont été professionnels, courtois et respectueux. Les populations ont été sensibles à cela », a-t-il déclaré au journal militaire *Akhbar El Jeich*.

De même, le Cheikh Abdellahi Ewah, wali d'Assaba, a évoqué la distribution de lunettes, le traitement médical d'enfants, la vaccination du bétail et le forage pour accéder à l'eau potable. « Je tiens à préciser que le choix de ces actions a été fait en parfaite collaboration avec les autorités administratives et les élus locaux, dans l'objectif de toucher les populations les plus vulnérables », a-t-il déclaré à *Akhbar El Jeich*.

Ces succès poussent la Mauritanie à étendre ses programmes d'actions civilo-militaires, qui comprennent maintenant un plan national d'action et des équipes de soldats formés aux actions civilo-militaires, qui retourneront régulièrement dans les villages pour assurer le suivi des actions antérieures.

Comme l'a relevé le commandant Diadie, « ainsi, conscients les uns comme les autres que sans sécurité tout projet de développement humain ou économique est voué à l'échec, militaires et civils doivent se tendre la main pour juguler la peur et assurer à tous la quiétude à laquelle chaque citoyen aspire ».



SOUS-OFFICIER JUSTIN DE HOVOS/ARMÉE AMÉRICAINE



SOUS-OFFICIER JUSTIN DE HOVOS/ARMÉE AMÉRICAINE



ÉTATS-UNIS UNIFIE DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

Des militaires mauritaniens professionnels de la santé traitent une femme lors d'un séminaire médical au village de Weizen. • Un membre des Groupements nomades s'occupe de son troupeau près de Nema. • Un entrepreneur mauritanien termine la construction d'un enclos de vaccination du bétail. La construction de sept enclos est le résultat d'une coopération entre les États-Unis et le ministère mauritanien de l'Agriculture et du Développement rural.



AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS AU MALAWI

Face au spectre d'une CRISE CONSTITUTIONNELLE

Le général Henry Odillo, commandant en chef des Forces de défense du Malawi, explique à ADF pourquoi il a refusé de s'associer à la tentative par plusieurs hommes politiques de s'emparer du pouvoir, envisagée après la disparition soudaine du président du pays en 2012. Le texte qui suit est une version remaniée de l'entretien.

PERSONNEL D'ADF

ADF : pourriez-vous vous présenter en quelques mots et nous parler de votre carrière et du processus qui vous a mené à remplir vos fonctions actuelles ?

Général Henry Odillo : je suis originaire de la partie méridionale du pays. J'ai rejoint les Forces de défense du Malawi (MDF) juste après ma formation en 1978. J'ai gravi tous les échelons, des fonctions d'un jeune officier à celles du commandement de niveau intermédiaire, jusqu'au poste le plus élevé. J'ai commandé différentes unités, un bataillon d'infanterie et un escadron de reconnaissance. J'ai aussi été aide-de-camp adjoint de notre président, et j'ai également été attaché militaire de notre pays à Londres de 2001 à 2009.

ADF : nous avons entendu parler de vous et de votre pays, tout dernièrement, dans les

Le général de division Patrick Donahue, commandant en chef de l'armée américaine pour l'Afrique, remet au général Henry Odillo du Malawi la Légion du Mérite au cours d'une cérémonie à Lilongwe, le 30 juillet 2013.

reportages qui ont suivi la disparition soudaine du président du Malawi, le Dr Bingu wa Mutharika. Selon les informations relayées par les médias, après sa disparition, il y a eu une crise constitutionnelle car plusieurs membres du parti du président ont cherché à se maintenir au pouvoir par

le biais d'un complot encourageant l'armée à s'emparer de la présidence par un coup d'État. Pouvez-vous nous expliquer ce qui s'est passé ?

Général Odillo : vos informations sont exactes. Nous avons vécu certains événements malheureux en 2012, vers la période de Pâques au mois d'avril. Nous avons perdu notre commandant en chef, notre président. Cela a été effectivement l'un des moments les plus difficiles de l'histoire de nos forces de défense. Nous avons dû nous exposer pour manifester notre soutien à la constitution de ce pays, laquelle permet une transition appropriée quant à la succession des dirigeants politiques. Au cours des trois jours suivant la mort du président, le 5 avril 2012, nous avons traversé ces événements pendant lesquels de fortes pressions ont été exercées par les milieux politiques, en particulier ceux de l'opposition. En revanche, la situation était extrêmement claire de notre point de vue. J'ai dit à tous mes officiers des Forces de défense que nous allions soutenir la constitution de ce pays, un argument très clairement exprimé depuis le début.

ADF : donc, il y avait, au sein du parti de l'ancien président, divers éléments qui complotaient et pensaient qu'il pouvait y avoir une voie non constitutionnelle pour accéder au pouvoir. Face à cela, avec vos forces de défense, vous avez affirmé, essentiellement, qu'il existait une procédure obligatoirement prévue par la constitution pour que le vice-président accède à la présidence et que vous deviez vous y tenir. Est-ce bien ce qui s'est passé ?



La garde d'honneur du Malawi assiste à l'investiture de la Présidente Joyce Banda en avril 2012 à Lilongwe.

AFP/GETTY IMAGES



Général Odillo : oui, c'était notre position depuis le début. Lorsque nous avons vu la pression exercée par les milieux politiques de l'opposition, ils ont compris notre position. Celle-ci a finalement été respectée. La suite, nous la connaissons. Une procédure suit son cours par le biais de la Commission d'enquête, laquelle a été instaurée pour enquêter sur les questions relatives au décès de notre président et au transfert du pouvoir. J'ai témoigné devant la Commission d'enquête. Pour le moment, l'affaire est toujours en instance pour les individus qui auraient été impliqués dans ce complot. Ils répondront de ces divers chefs d'accusations devant les tribunaux. Voilà où nous en sommes.

ADF : était-ce un tournant lorsqu'ils ont vu que les forces de défense ne souscriraient pas à un coup d'État ou à un transfert non démocratique du pouvoir ? La prise de position de l'armée a-t-elle mis fin au complot ?

ADF : avez-vous pu, grâce à votre formation et à votre histoire personnelles, conclure immédiatement que ce complot était une erreur et que ça finirait mal pour le pays ?

Général Odillo : je pense que les divers stages professionnels auxquels j'ai participé, aux États-Unis comme dans les institutions où j'ai reçu une formation au Kenya, notamment le National Defence College, m'ont aidé à comprendre les questions stratégiques les plus importantes relevant de la sécurité du pays. Ceci a non seulement une influence sur un pays particulier, mais peut-être également des implications du point de vue de la sécurité régionale et au-delà, c'est-à-dire de la sécurité du continent et de la sécurité internationale. Ainsi, rétrospectivement, en considérant ma position à ce moment particulier et sachant que j'avais une énorme responsabilité au niveau de la prise en charge de la situation [en 2012], je me suis rendu compte jusqu'à quel point mon pays était

Les armées devraient être considérées comme une force au service des citoyens du pays et du bien de la nation.

— GEN. HENRY ODILLO

Général Odillo : absolument, je pense que cela a été un tournant tout à fait décisif par rapport aux plans qu'ils avaient en tête ce matin-là, quels qu'ils aient été. Lorsqu'ils se sont tout à coup rendu compte que les militaires n'étaient pas de leur côté, cela a, à mon avis, facilité le processus de transition. Beaucoup de personnes se sont ravies, et elles ont compris l'importance de sauvegarder la constitution de ce pays mais aussi la primauté de l'État de droit, lequel a été respecté à partir de ce moment-là. Nos forces et nos officiers comprennent l'importance d'être apolitique et de sauvegarder l'intérêt national ainsi que la sûreté et la sécurité de ce pays.

alors fragile. J'ai compris que nous étions un pays qui avait connu certaines difficultés du point de vue du développement économique et que nous faisions face à de nombreux défis. La première chose qui m'est venue à l'esprit était de ne pas laisser des questions de sécurité affecter l'entière situation de notre pays ou la sécurité de citoyens ordinaires. J'ai pensé à eux et j'ai réfléchi aux conséquences négatives éventuelles s'il y avait eu une effusion de sang. Cela aurait été la chose la plus désastreuse qui aurait pu se produire. Sans aucun doute, notre pays ne se serait jamais relevé de cette calamité. Mon raisonnement, à ce moment-là, était que ce pays avait besoin d'une protection maximale,

que, si de mauvaises décisions étaient prises, elles pourraient avoir des conséquences négatives sur la sécurité et le développement de notre pays et que nous pourrions effectivement régresser.

ADF : vous est-il possible d'une façon ou d'une autre d'enseigner ou d'institutionnaliser à tous les échelons l'importance du contrôle de l'armée par les civils et celle de l'État de droit ?

Général Odillo : je pense que nous avons tiré de nombreux enseignements des incidents de [2012]. Les enjeux ont été évalués à différents niveaux. J'ai même remarqué qu'à présent, de la part de la société civile, il y a un respect plus profond à l'égard de l'armée en tant qu'institution sauvegardant la démocratie de notre pays. Je pense que les responsables politiques avaient alors été rappelés à la réalité, en ce sens qu'ils avaient compris comment ils devaient eux-mêmes, tout comme les citoyens de notre pays, respecter l'État de droit et la constitution. Effectivement, nous pouvons en tirer quelques enseignements grâce auxquels nous pouvons probablement mettre davantage l'accent sur la formation à l'importance de la démocratie et sur la participation active de nos homologues civils, au regard de leur compréhension du rôle de l'armée et du fait qu'il existe certaines délimitations à respecter. Ces arguments sont ressortis très clairement des incidents [en 2012]. Cela nous a même incités à justifier la nécessité de certaines exigences au profit de l'armée. Par exemple, il est important de veiller au bien-être de nos soldats, dont les conditions d'existence doivent être améliorées, et d'investir davantage dans les programmes d'exercice des responsabilités mis en place par l'armée, afin de s'assurer que nous continuerons à maintenir des normes professionnelles rigoureuses à l'avenir. C'est peut-être là que nous devrions commencer à investir, dans les domaines cruciaux où nous pouvons établir de solides liens entre le secteur de la défense et la société civile.

ADF : lorsque vous parlez de l'interaction entre la population civile et l'armée, la population civile est plus susceptible de nouer des relations réciproques avec les soldats des rangs subalternes, les simples soldats. Ce sont eux qui, par exemple, sont affectés aux barrages routiers ou qui sécurisent les installations de l'État. Qu'est-ce qui peut être fait du point de vue de la formation éthique pour s'assurer que ces soldats de rang subalterne se comportent en respectant des normes éthiques élevées ?

Général Odillo : je pense que nous devons davantage consacrer nos efforts à la formation de nos soldats afin de les aider, en tant qu'hommes et femmes en uniforme, à comprendre leurs obligations envers les citoyens et leur propre comportement avec le public. Comme je l'ai indiqué, le public a un respect considérable pour les Forces de défense, chose que nous voulons maintenir et peut-être faire en sorte que ces bonnes dispositions soient constamment renforcées à l'avenir.

ADF : en 2011, les MDF, avec l'armée américaine, ont effectué un exercice connu sous le nom de MEDREACH, dans le cadre duquel des médecins militaires et civils se sont rendus dans des villages et communautés locales pour offrir des soins médicaux et dentaires gratuits mais aussi procéder à des interventions chirurgicales importantes, telles que les opérations de la cataracte. Est-ce quelque chose que les MDF peuvent faire pour susciter la bonne volonté de la population civile ?

Général Odillo : oui, tout à fait. Je pense que les programmes du type du MEDREACH se sont avérés utiles, à la fois en mettant à contribution notre armée et en suscitant l'appréciation de cette initiative par les civils, en faisant en sorte qu'ils comprennent mieux le rôle de l'armée vis-à-vis du public. Cependant, nous pourrions également nous impliquer encore plus activement si nous mettions en place des programmes de formation liés à la construction (par exemple, construire une école ou entretenir un pont délabré), des situations dans lesquelles nous pouvons employer nos compétences en génie militaire et les appliquer à des projets bénéficiant aux habitants. Par conséquent, je pense que nous pouvons nous améliorer de différentes manières et de réfléchir aux questions suivantes : Comment renforçons-nous l'établissement de liens avec la population ? Dans quels types de programmes pouvons-nous investir, des programmes dans lesquels nous aurions une influence positive sur notre communauté ? Tels sont certains des éléments que nous pouvons envisager à l'avenir.

ADF : [le 30 juillet 2013, le général Odillo a été décoré de la Légion du Mérite par le général de division Patrick Donahue, de l'armée américaine pour l'Afrique. Il a également été désigné homme de l'année par le quotidien Nyasa Times.] Comment réagissez-vous à toute cette attention, toutes ces distinctions ?

Général Odillo : je suis profondément reconnaissant et honoré d'avoir reçu ces distinctions. À mon humble avis, c'est un objet de fierté considérable pour le pays mais aussi pour ma famille, qui m'a soutenu tout au long de ma carrière dans l'armée. Les événements survenus [en 2012] ont réellement engendré nombre de réflexions sérieuses chez les gens, les incitant à se remettre en question. Quoi qu'il finisse par se passer, les enjeux sont les plus importants. C'est effectivement l'élément clé. Comment réagissez-vous dans une situation aux enjeux complexes et dans le cadre de laquelle une grande pression est exercée autour de vous ? À mon avis, pour nous en tant que responsables à différents niveaux, il s'agit d'un processus d'apprentissage au cours duquel nous devons nous calmer, analyser les enjeux et prendre le temps de la réflexion avant de prendre une décision finale. Il nous appartient de comprendre quelles sortes de répercussions nos décisions auront sur le monde qui nous entoure. Par conséquent, quelles que soient les distinctions qui m'ont été attribuées, il s'agit d'une considérable source de fierté pour moi, et j'en suis



extrêmement reconnaissant. Toutefois, en fin de compte, il s'agit également des hommes et des femmes en uniforme qui travaillent sans relâche ici au Malawi.

ADF : finalement, il semble que votre exemple soit encore plutôt rare sur le continent. Un coup d'État a eu lieu au Mali. En République démocratique du Congo, divers éléments de l'armée ont agi avec des méthodes qui n'étaient pas professionnelles. À maintes reprises, l'armée s'est impliquée dans la politique à travers toute l'Afrique. Quels enseignements espérez-vous que d'autres pays pourront tirer de l'exemple du Malawi ?

Général Odillo : en effet, je pense que d'autres pays peuvent tirer des enseignements de la façon dont les problèmes ont été traités chez nous. Ces événements nous ont permis d'apprendre et d'évoluer. Je suis certain que des pays dont l'expérience de la démocratie politique est encore récente pourront peut-être tirer des enseignements de ce processus. Les autres pays devraient également comprendre les contraintes auxquelles font face nos armées et les domaines où nous devrions établir une ligne de séparation entre la politique et l'armée. Les armées devraient être considérées comme une force au service des citoyens

du pays et du bien de la nation. Ainsi, les milieux politiques ne devraient pas profiter de tentatives d'orienter dans une mauvaise direction les fonctions ou les rôles de l'armée. Ils devraient soutenir une armée que le pays peut mettre à contribution, une armée susceptible d'avoir une action positive pour le développement économique du pays. De cette façon, les milieux politiques peuvent se concentrer sur la politique et nous pouvons nous concentrer sur la sécurité. Lorsque nous mettons les deux entités en relation, nous produisons un environnement propice à la réussite de programmes politiques, économiques et sociaux. Ceci devrait être la leçon à retenir. Par conséquent, des questions de priorités peuvent survenir. Toutefois, de constantes négociations et des discussions permanentes entre l'armée et les civils doivent se poursuivre. En outre, il convient de ne pas impliquer l'armée dans la politique. C'est essentiel. L'armée doit rester en dehors de la politique. Les militaires doivent accomplir leurs missions sans que les milieux politiques viennent empiéter sur leurs prérogatives. Enfin, les milieux politiques doivent s'occuper de leurs affaires sans s'immiscer dans les affaires de l'armée. Tel serait mon message. □

Le général Henry Odillo accompagne la Présidente Joyce Banda qui passe en revue la garde d'honneur du Malawi lors de son investiture en avril 2012.

AFP/GETTY IMAGES

APRÈS LA GUERRE, LES MINES TERRESTRES **CONTINUENT DE TUER**

Le coût en vies humaines et au niveau financier se fait toujours sentir, des décennies après la pose de mines terrestres



GWENN DUBOURTHOUMIEU

Deux soldats tunisiens ont été blessés le 6 mai 2013, lorsqu'une mine terrestre a explosé dans la région frontalière du mont Chaambi dans le cadre d'une traque d'extrémistes islamistes. Les forces de sécurité ont déclaré que la mine avait été stratégiquement placée dans une zone peuplée à proximité d'un parc.

« Nous estimons qu'il s'agit d'une évolution dangereuse, vu que tous ceux qui empruntent ce chemin (citoyens, soldats et membres des forces de sécurité) sont des cibles », a déclaré le ministre tunisien de la Défense. La semaine précédente, 15 membres des forces de sécurité ont été blessés par des engins explosifs improvisés dans une région reculée près de la frontière algérienne, déclenchant une opération majeure visant à éliminer le groupe extrémiste et à déminer la zone.

Malheureusement, les mines terrestres en Tunisie ne sont pas une nouveauté. Pendant la Seconde Guerre mondiale, des soldats italiens et allemands avaient placé de nombreuses mines dans certaines parties du pays en vue de ralentir la progression des troupes françaises. Longtemps après la fin de la guerre, l'armée tunisienne a trouvé et enlevé environ 200 à 300 mines chaque année. Le pays s'est déclaré exempt de mines en 2008, jusqu'à ce que les extrémistes fassent leur apparition.

Il n'est pas difficile de comprendre la valeur des mines terrestres en temps de guerre. Leur technologie est rudimentaire. Elles sont donc faciles à construire, et elles sont peu chères et efficaces. Elles peuvent être déployées sur de vastes zones afin d'empêcher ou de freiner la progression de l'ennemi. Elles peuvent être utilisées pour forcer un ennemi à faire un détour vers une zone particulière. Elles peuvent être utilisées pour ralentir les troupes ennemies jusqu'à l'arrivée des renforts.

Toutefois, après la guerre, elles sont devenues un fléau. Les mines terrestres restantes entravent

le commerce et empêchent la mise en valeur des terres agricoles. Elles rendent le terrain trop dangereux pour l'exploration du pétrole ou du gaz naturel. Les initiatives sporadiques visant à trouver et à enlever les mines, telles que les incendies contrôlés, ne réussissent invariablement qu'en partie. Les inondations saisonnières peuvent déplacer les mines en plastique vers de nouvelles zones. La terre est condamnée à rester en friche.

Environ 80 % des victimes des mines terrestres sont des civils. Le Comité international de la Croix Rouge rappelle que plus de 800 personnes sont tuées et 1.200 sont estropiées par les mines terrestres chaque mois. La plupart d'entre elles sont des enfants, des femmes et des personnes âgées. Souvent, leurs corps sont tellement déchiquetés qu'il ne reste rien à enterrer.

Bien que leur technologie soit ancienne, les mines ont malgré tout une présence mortifère dans le monde d'aujourd'hui. Plus de 100 millions de mines terrestres ont été posées dans 70 pays, selon l'organisation OneWorld International. Depuis 1975, les mines terrestres ont tué ou estropié plus de 1 million de personnes. Fait encourageant toutefois, des résultats sont obtenus grâce aux programmes de déminage. En outre, le nombre de morts et de blessés connaît une baisse spectaculaire, par rapport à la décennie précédente seulement.

En 1997, plusieurs pays du monde entier ont commencé à signer le Traité d'Ottawa, également connu sous le nom de « Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction » et généralement appelé « Traité sur l'interdiction des mines ». À ce jour, 161 pays ont signé la convention, dont les 48 pays de l'Afrique subsaharienne.

Toutefois, les rebelles ne font aucun cas des traités, et de nouvelles mines continuent d'être posées. Ces dernières années, des groupes rebelles et extrémistes ont posé des mines au Burundi, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan et en Ouganda.

TYPES DE MINES

Il existe plus de 350 variétés de mines, qui sont classées en deux catégories, à savoir les mines antipersonnel et les mines antichars. Les mines antichars sont généralement plus grosses et beaucoup plus puissantes, pour des raisons évidentes. Une mine antichar type peut mettre hors d'état de fonctionner ou détruire un char

Un enfant marche près de l'aéroport de Kisangani en République démocratique du Congo. Cette zone, considérée comme un site stratégique pendant les guerres de la fin des années 1990 et du début des années 2000, était parsemée de mines terrestres et de munitions non explosées. Elle a été ultérieurement déminée par le Centre de coordination de l'action antimines des Nations Unies et par l'entreprise sud-africaine Mechem.



Au Soudan du Sud, un garçon, à présent âgé de 7 ans, avait 4 ans quand une mine terrestre avec laquelle il jouait a explosé dans sa maison, tuant sa mère. Il a perdu une jambe. Le soldat qui est au centre de la photo a perdu une jambe en mission.

ou un camion et également tuer les occupants du véhicule ou les combattants qui se trouvent autour. Généralement, le poids d'une personne ne va pas déclencher l'explosion d'une mine antichar. La pose de mines antichars s'effectue dans des zones prévisibles, comme les routes, les ponts et les larges dégagements où les chars peuvent passer.

Les mines terrestres antipersonnel sont conçues pour interrompre la progression des fantassins, les faire dévier de leur chemin ou les repousser. Les mines antipersonnel sont souvent conçues pour tuer. Or, les plus petites mines de plus faible coût sont destinées principalement à mutiler et à déchiquer les membres. Outre les détonateurs mécaniques traditionnels, certaines mines antipersonnel modernes peuvent être déclenchées à distance. Il y a également les mines intelligentes, qui se désactivent automatiquement après un certain temps.

Les mines antipersonnel se rangent en trois catégories essentielles.

Les mines à effet de souffle sont le type le plus courant et sont enfouies à seulement quelques centimètres. Elles sont déclenchées lorsque quelqu'un pose le pied sur le plateau de pression. En règle générale, ces mines ne sont assez puissantes que pour estropier. Cependant, elles peuvent entraîner la mort par hémorragie et infection.

Les mines bondissantes, que le déclenchement de leur charge propulsive soulève à environ un mètre du sol, provoquent des blessures au niveau de la tête et du torse de la victime. Elles sont généralement déclenchées par pression ou activées par un fil-piège.

Les mines à fragmentation peuvent être conçues

pour propulser des fragments dans toutes les directions ou dans une direction spécifique. Le rayon d'action de ces mines puissantes peut atteindre 200 mètres. Les fragments sont le plus souvent faits de morceaux de métal ou d'éclats de verre.

L'histoire des mines antipersonnel est intéressante. Lorsque les chars ont été développés pendant la Première Guerre mondiale, les armées

ont rapidement mis au point les mines antichars. Les mines antipersonnel ont été élaborées pour empêcher les soldats de déplacer les mines antichars.

Les mines antichars sont généralement des versions de mines antipersonnel mais de dimensions beaucoup plus importantes. Pour être déclenchées, la plupart des mines antichars nécessitent la pression d'une charge considérable, de l'ordre de 158 à 338 kilos. Toutes les mines antichars sont des mines à effet de souffle, conçues pour détruire les chenilles du char et autant d'autres parties que possible. Une mine antichar moderne type mesure environ 350 millimètres de diamètre, 125 millimètres de haut et a une charge d'environ 10 kilos d'explosifs.

SE DEBARRASSER DES MINES

Le déminage est un processus lent et onéreux, qui grève lourdement les ressources financières de nombreux pays africains. Pour cette raison, plusieurs pays et organisations non gouvernementales se sont engagés à soutenir et à financer le déminage des mines terrestres restantes en Afrique.

Un élément majeur du Traité sur l'interdiction des mines est l'engagement à détruire les stocks de mines terrestres inutilisées. D'après le Rapport de l'Observatoire des mines de 2012, depuis 1999, plus de 46 millions de mines stockées ont été détruites par les pays signataires du traité. À la date du rapport de 2012, 87 pays avaient détruit leurs stocks. En outre, 64 autres pays avaient déclaré qu'ils n'avaient pas de stocks à détruire. Le traité laisse les pays conserver quelques mines à des fins de formation au déminage et à la détection ; 72 pays ont choisi cette option. □

PAR NÉCESSITÉ, LE MOZAMBIQUE EST DEVENU UNE AUTORITÉ MONDIALE EN MATIÈRE DE DÉMINAGE

PERSONNEL D'ADF

Le Mozambique, un pays tranquille situé au large de la côte sud-est de l'Afrique, possède une économie à croissance rapide. Or, il est aux prises avec des séquelles du passé aux conséquences mortelles. En effet, le pays est infesté de vieilles mines terrestres.

Les soldats des deux camps ennemis ont posé les mines pendant la lutte pour l'indépendance de 1964 à 1975. Ils ont continué à poser des mines durant la guerre civile qui a suivi. Au total, des mines fabriquées dans 15 pays ont fini au Mozambique.

« Peut-être l'usage le plus dévastateur des mines était la dissémination aléatoire des mines dans les champs et le long des voies d'accès, pour empêcher les paysans de produire des cultures vivrières », a observé Human Rights Watch Africa. Dans un pays qui est aux prises avec des périodes de famine et de sécheresse, la présence de mines dans les terres agricoles n'a fait qu'empirer les choses.

Comme toujours, lorsque les combats ont réellement cessé, les mines sont restées. Depuis l'arrêt des combats il y a presque 20 ans, le Mozambique a méthodiquement procédé à l'enlèvement des mines, un processus lent et onéreux. Ce faisant, ses démineurs sont devenus certains des meilleurs spécialistes au monde. En 2002, les équipes mozambicaines de déminage se sont rendues au Sri Lanka, au Nigeria et au Soudan pour contribuer aux opérations engagées dans ces pays, selon les indications du site AllAfrica.com.

LE DÉMINAGE N'EST PAS CHOSE FACILE

L'enlèvement des mines terrestres est une science et elle n'est pas sans difficultés. Les détecteurs métalliques sont lents et peuvent donner un résultat faussement positif. Ils peuvent échouer à détecter des mines modernes fabriquées essentiellement à partir de plastique. Parfois, les démineurs utilisent des chiens spécialement formés pour renifler les mines. Ils ont également recours à des véhicules blindés, habituellement des tracteurs modifiés équipés de bras spécialement conçus pour l'enlèvement des mines.

Toutefois, les démineurs du Mozambique sont particulièrement connus pour leurs célèbres rats détecteurs de mines, spécialement entraînés par une entreprise de Belgique. Les rats géants africains (rats de Gambie ou « rats à bajoues ») sont attachés à de petits harnais et arpentent le terrain le long d'un filin. Ils s'arrêtent lorsqu'ils trouvent une mine, marquant leur trouvaille d'un grattement.

Les rats possèdent de réels avantages par rapport aux techniques conventionnelles de détection de mines. Ils pèsent bien moins lourd que les chiens et ne déclenchent pas

les mines. Ils ont une faible vision, aussi dépendent-ils largement de leur odorat remarquable pour détecter les mines. Comme ils ne sont pas aussi intelligents que les chiens, ils ne se laissent pas aussi facilement distraire de leur tâche. À la différence des chiens, ils ne s'attachent pas particulièrement à leurs dresseurs et peuvent être utilisés par des dresseurs différents. Ils peuvent vivre jusqu'à huit ans.

Le plus grand avantage des rats est leur rapidité. Une équipe humaine employant des détecteurs métalliques doit déterrer tout ce qui est métallique. Les rats, utilisant leur odorat, donnent bien moins de résultats faussement positifs et peuvent renifler des explosifs plastiques qu'un détecteur métallique pourrait manquer. Un reportage de la BBC a indiqué qu'un rat pouvait accomplir en un seul jour ce qui prendrait à un démineur humain presque deux semaines.



Un rat géant africain, le rat de Gambie, renifle les mines au Mozambique. Ces rats font de bons détecteurs de mines parce qu'ils ont un odorat très développé. En outre, ils sont tellement légers qu'ils ne déclenchent pas les engins explosifs.

AFP / GETTY IMAGES

MINES TERRESTRES : **LES FAITS**



Un travailleur affecté à la détection de mines antipersonnel, dans un champ de mines près de Vilancoulos au sud du Mozambique.

UN ACCIDENT CAUSÉ PAR UNE MINE
TERRESTRE PEUT COÛTER À UNE
FAMILLE SON PRINCIPAL SOUTIEN.

250
MILLIONS

Nombre de mines
terrestres stockées
dans le monde entier

Les mines terrestres retardent le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées, ou même l'empêchent totalement.

350

Nombre minimal de types
différents de mines terrestres

Le traitement médical des victimes de mines terrestres, lorsqu'il est disponible, est onéreux et représente un fardeau supplémentaire pour un système de santé déjà trop sollicité.

70

Nombre
de personnes
tuées ou
blessées
chaque jour
par des mines
terrestres

Les mines entravent les services d'aide et de secours. En outre, elles constituent un danger pour les travailleurs humanitaires, les blessent et les tuent.

Les mines empêchent l'accès à des infrastructures économiquement importantes, telles que les routes, les lignes à haute tension et les barrages.

De nombreux survivants éprouvent des difficultés à gagner leur vie après leur accident parce qu'ils n'ont pas accès à une formation professionnelle ou à de l'aide.

5 KILOGRAMMES
Poids nécessaire pour déclencher certaines mines terrestres

100 MILLIONS
Nombre de mines terrestres enfouies dans le sol à travers le monde

3\$
Coût en dollars américains d'une mine terrestre bon marché

1 MILLION
NOMBRE DE PERSONNES TUÉES OU ESTROPIÉES
PAR DES MINES ANTIPERSONNEL DEPUIS 1975

2,5 MILLIONS
Nouvelles mines terrestres posées chaque année

Les communautés locales sont privées de leur terre productive : les terres agricoles, les vergers, les canaux d'irrigation et les points d'eau pourraient ne plus être accessibles.

Les pays affectés par les mines ont de bonnes chances de recevoir une aide internationale pour le déminage et une assistance aux victimes une fois qu'ils décident d'interdire les mines terrestres et rejoignent le Traité sur l'interdiction des mines. Les gouvernements donateurs sont naturellement réticents à financer des opérations de déminage dans certains pays avant que ceux-ci n'aient intégralement renoncé aux mines terrestres.

33\$
MILLIARDS

Coût en dollars américains de l'enlèvement de toutes les mines dans le monde, à condition que d'autres mines ne soient pas posées

1.000\$

Coût en dollars américains de l'enlèvement d'une mine terrestre



AFP/GETTY IMAGES

Un expert du déminage de l'organisation Handicap International à l'œuvre à la périphérie de Ziguinchor, dans la région de Casamance au Sénégal.

le COÛT de la CORRUPTION

LE MANQUE D'ÉTHIQUE PEUT NUIRE
AUX SECTEURS DE LA DÉFENSE
À TOUS LES NIVEAUX

PERSONNEL D'ADF

La corruption peut sembler sans importance ; un soldat ou un policier demande un petit pot-de-vin pour faciliter le passage à un point de contrôle ou pour faire sauter une contravention. Toutefois, même de petits actes individuels de corruption peuvent avoir des conséquences économiques et sécuritaires majeures.



AFP/GETTY IMAGES

Un panneau d'affichage à Abidjan, en Côte d'Ivoire, présente une campagne anticorruption lancée par le Secrétariat national à la gouvernance et au renforcement des capacités.

Prenons un cas récent au Nigeria. Les autorités ont arrêté un officier des douanes en mai 2013, accusé de laisser passer des armes par Maiduguri, la capitale de l'État de Borno, au profit du groupe extrémiste Boko Haram. Un fonctionnaire a rapporté au journal *The Sun* que « l'officier des douanes se trouvait à son poste à la frontière à chaque fois que le camion transportant des armes entrait à Maiduguri. Il disait alors à ses subalternes de le laisser passer, qu'il avait déjà été dédouané en haut lieu. »

« Habituellement, ces camions arrivent du Tchad ou du Niger avec des marchandises où sont cachées des armes, poursuit-il. C'est à cause de l'un de ces camions soi-disant dédouanés qu'il s'est fait prendre. Le camion a été à nouveau contrôlé par les hommes de la Force opérationnelle conjointe multinationale à la frontière ; les armes ont été découvertes et le chauffeur a tout avoué. »

Le cas jette une lumière crue sur la corruption et sur ses effets. L'armée nigériane est engagée dans une lutte féroce avec les militants de Boko Haram. À partir du mois de mai 2013, l'armée nigériane a mené des opérations dans trois de ses États fédéraux pour combattre le terrorisme. En dépit de cela, pour une petite somme d'argent, un officier nigérian fournissait des armes à l'ennemi.

QU'EST-CE QUE LA CORRUPTION ?

Transparency International (TI) est une organisation à but non lucratif qui sensibilise les gouvernements, les entreprises et d'autres groupes dans le monde mais aussi collabore avec eux pour développer des programmes anticorruption. TI définit la corruption comme « l'abus d'un pouvoir confié, à des fins privées ». Bien que sa définition soit simple, elle a de graves conséquences pour le secteur de la défense et de la sécurité. Le rapport de TI, intitulé « Building Integrity and Countering Corruption in Defense & Security » (Développer l'intégrité et lutter contre la corruption dans la défense et la sécurité), explique comment :

- La corruption gâche les rares ressources.
- La corruption réduit l'efficacité opérationnelle.
- La corruption diminue la confiance du public dans les forces armées et les services de sécurité.
- En raison du secret qui les entoure, les budgets de la défense sont une cible facile pour les politiciens en quête de fonds.
- Les multinationales fuient les économies corrompues.

La corruption dans le secteur militaire et sécuritaire est répandue et peut nuire à la crédibilité et à l'efficacité. Elle a des ramifications nationales, allant de la politique des marchés publics à l'interaction des citoyens avec les fonctionnaires de l'armée et de la police. Au niveau international elle prend de l'importance lorsque les soldats sont déployés dans des missions de maintien de la paix.

« Les ministères de la Défense et de la Sécurité ainsi que les forces armées doivent prendre d'importantes mesures pour renforcer l'intégrité afin de réduire les

risques et pour améliorer les normes d'éthique des fonctionnaires et des responsables », écrit dans le rapport Lord George Robertson, ancien secrétaire général de l'OTAN.

TI suggère des moyens d'inculquer le professionnalisme et l'éthique aux forces militaires et sécuritaires. « Des bons programmes de réforme consolident les comportements et contrôles positifs, souligne le rapport. Les programmes anticorruption ne doivent pas se concentrer uniquement sur la répression de comportements illégaux ou mauvais : ils doivent aussi mettre en valeur le côté positif. Dans le domaine de la défense et de la sécurité, cela signifie qu'il faut renforcer les valeurs et les codes de conduite que respectent les fonctionnaires, les officiels et les forces armées. »

LES PETITS POTS-DE-VIN S'ACCUMULENT

Les petits pots-de-vin coûtent cher aux forces de sécurité, aux gouvernements et aux civils. Jean-Louis Billon, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire, a expliqué à la BBC, en 2010, que les pots-de-vin aux points de contrôle se montaient à au moins 300 millions de dollars par an et jusqu'à 600 millions de dollars (environ 2 pour cent de l'économie nationale) à l'époque. Jean-Louis Billon tirait ces chiffres d'un rapport de la Banque mondiale.

« Chaque Ivoirien aujourd'hui [...] a été contraint de payer à un barrage routier », a noté Jean-Louis Billon, en ajoutant que la faute revenait à l'armée et aux anciennes Nouvelles Forces rebelles. À cause des pots-de-vin, le prix du charbon de bois avait augmenté trois fois plus que nécessaire car il était transporté à Abidjan, la principale ville du pays.

REUTERS



Un soldat de la paix des Nations Unies discute avec un homme à Gao, au Mali, pendant une manifestation contre l'envoi de soldats sénégalais dans la ville Kidal, tenue par les rebelles, en juillet 2013. Environ 500 jeunes de différentes organisations s'étaient rassemblés devant le camp de ces troupes sénégalaises. Les soldats déployés dans des missions de maintien de la paix sont tenus de traiter les habitants du pays hôte avec respect.

Les petits pots-de-vin, décrits par Jean-Louis Billon, sont ceux auxquels la plupart des citoyens risquent d'être confrontés. Il peut s'agir de passages aux points de contrôle, de paiements pour accélérer des démarches administratives, comme des permis, et d'extorsion par des agents de police. TI estime que les politiciens ne doivent pas se concentrer seulement sur la corruption à grande échelle. « Un plan qui cible uniquement la corruption de haut niveau est voué à l'échec ; le public doit voir les résultats au niveau local. »

Le général Koko Essien, de l'armée nigériane, a dit à ADF que son pays avait commencé à surveiller les points de contrôle. « Tant que nous passons au moment où ils s'y attendent le moins, d'une manière qu'ils attendent le moins (dans un véhicule personnel, par exemple), ils seront sur un pied d'alerte. Donc, je pense que, dans une certaine mesure, nous ne l'avons pas éliminée, mais vraiment fait baisser. »

Dans son rapport, le TI montre comment les forces de défense peuvent inculquer l'éthique aux soldats par le biais d'un code de conduite. Pour ce faire, il propose les solutions suivantes :

- Un code de conduite unique doit être élaboré pour tout le personnel. Il doit être facile d'accès, compréhensible, agréable à lire avec des illustrations et une présentation simple.
- Des indications claires sur la responsabilité, y compris sur les responsables du programme d'éthique, ainsi que des instructions sur la manière de signaler des activités suspectes et à qui le personnel peut s'adresser pour parler des questions traitées doivent être développées.
- Le code doit inclure des règlements concernant la corruption, les cadeaux, les dons et l'hospitalité, les conflits d'intérêt mais aussi les activités d'après-séparation, dans l'idéal avec des études de cas.
- Le code doit offrir des formations régulières sur l'éthique et des cours de remise à niveau pour placer les règlements dans un contexte de vie réelle.
- Le code et son programme de mise en œuvre doivent être actualisés périodiquement.

PROBLÈMES RELATIFS AUX MARCHÉS PUBLICS

Les pots-de-vin affectent directement les civils. Or, il s'agit uniquement d'une extrémité du spectre de la corruption. L'autre extrémité est beaucoup plus large et peut influencer les civils indirectement en empêchant le gouvernement de fournir avec efficacité des services.

Selon TI, la corruption coûte au secteur de la défense dans le monde environ 20 milliards de dollars par an. L'« Index programme de Défense et Sécurité », publié par TI en janvier 2013, a analysé 82 pays et conclut que 70 pour cent d'entre eux ne disposaient pas des outils nécessaires pour protéger leur secteur de la défense de la corruption.

Selon un rapport de Gareth Newham, de l'Institut des Études de sécurité à Pretoria, ces problèmes sont bien connus en Afrique de Sud. Une décision de 1999 d'acheter des armements militaires, connue sous le nom de « marché des armes », poursuit encore le pays des années plus tard. Ainsi, l'Afrique du Sud a sur les bras un équipement dont elle n'a pas besoin et qu'elle ne peut ni entretenir ni utiliser.

Le marché a été décrit dans le livre *The Devil in the Detail: How the Arms Deal Changed Everything* de Paul Holden et Hennie van Vuuren. Le marché aurait coûté entre 30 milliards de rands (4,8 milliards de dollars) et deux fois plus. Si l'argent avait été affecté à l'infrastructure et au développement, entre 300.000 et 575.000 personnes auraient trouvé un emploi. À la place, il semblerait que des marchés passés entre des politiciens et des marchands d'armes aient rempli de millions de rands les poches de politiciens bien placés.

En 2011, l'Afrique du Sud a annoncé qu'elle rouvrirait une enquête sur ces marchés. Une commission spéciale a été créée à Pretoria pour entendre des témoignages entre les mois d'août 2013 et de janvier 2014.

Plus de transparence dans ce qui est souvent un processus fermé permettrait d'éviter la corruption et le gaspillage. TI a développé le pacte d'intégrité pour la défense, un outil indépendant de contrôle qui peut être utilisé pour les marchés publics et adapté pour la surveillance et la transparence lors de la vente d'équipement, de terres ou d'infrastructure. Un tel pacte se compose habituellement de trois éléments :

- Un court contrat dans le cadre duquel les soumissionnaires et l'organisme chargé de la passation des marchés conviennent d'éviter les pots-de-vin et les soumissionnaires acceptent des règles de publicité renforcées. Les soumissionnaires acceptent aussi que des sanctions soient imposées, y compris le retrait de projets, s'ils ne respectent pas leurs engagements.
- Un contrôleur indépendant ou une équipe de contrôle assure que toutes les parties respectent leurs engagements.
- Les documents et les processus sont plus accessibles au public, ce qui accroît la participation du public et renforce la confiance dans le processus.

LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Certains pays africains ont mis en place des institutions officielles pour combattre la corruption. Parmi elles, se trouvent la Commission anti-corruption de la Sierra-Leone (Anti-Corruption Commission ou ACC), créée par le gouvernement en 2000. Une loi de 2008 a remplacé l'original en donnant à la commission le pouvoir de mener des actions en justice.

Selon le Baromètre mondial de la corruption pour l'année 2013, publié en juin dernier par TI, la Sierra Leone compte le plus de cas de corruption, en particulier



Un agent de police tunisien arrête une moto à un point de contrôle à Kairouan en mai 2013.

« L'armée doit donner l'exemple et être au-dessus de tout soupçon. »

— Joseph Fitzgerald Kamara
roi de la lutte anti-corruption en Sierra Leone

REUTERS

dans l'accès aux services comme l'enseignement, l'électricité, la santé, la justice, les permis, la police et l'immatriculation. Néanmoins, l'ACC a noté que 99 pour cent des 1.028 Sierra-Léonais interrogés souhaitaient être engagés, d'une manière ou d'une autre, dans la lutte contre la corruption. Dans un communiqué, l'ACC a déclaré : « Au fil des années, la Commission a souligné la nécessité pour les Sierra-Léonais de rejoindre la lutte contre la corruption et de signaler, d'empêcher et de refuser la corruption sous toutes ses formes. »

La commission forme aussi l'armée de la République de Sierra Leone (Republic of Sierra Leone Armed Forces ou RSLAF) sur l'importance de la lutte anticorruption. En mars 2012, des responsables d'un bureau régional de l'ACC se sont adressés à plus de 200 soldats de la RSLAF à Makeni. Raymond Alieu Kamara, le coordinateur de la commission dans le district de Bombali, leur a dit que la RSLAF est d'une importance stratégique pour combattre la corruption. Patrick Sandi, le directeur régional de l'ACC pour le Nord, a détaillé les peines encourues pour le détournement de fonds publics ou privés ou de biens, l'abus de fonction, la demande et l'acceptation de faveurs, le trafic d'influence et la réception de dons à des fins de corruption.

En juin 2011, la commission a donné une note élevée à l'armée sierra-léonaise, la déclarant « à 75 pour cent libre de corruption ». « L'armée doit donner l'exemple et être au-dessus de tout soupçon », a souligné Joseph Fitzgerald Kamara, le roi de la lutte anticorruption en Sierra Leone.

Toutefois, le public estime que les institutions de sécurité, telles que la police, sont hautement corrompues. Bien que l'armée se distingue comme étant un bon exemple, Joseph Fitzgerald Kamara se montre prudent et affirme qu'il faut surveiller de près les promotions, les mutations et les déploiements, ainsi que la distribution de riz aux personnels militaires. « Il est important de créer un système qui définit clairement les responsabilités du personnel et supervise efficacement ses activités », a-t-il déclaré à *Africa Review*.

À la caserne Wilberforce située à Freetown, Joseph Fitzgerald Kamara a expliqué aux officiers que la corruption pouvait être imputée à des pratiques politiques injustes et à une administration trop centralisée. Des salaires insuffisants et les lacunes de l'appareil répressif jouent aussi un rôle.

« Il faut maintenant poursuivre la croissance de l'organisation et prendre des mesures pour renforcer la confiance entre les officiers et les rangs subalternes », a déclaré le chef de l'ACC. □



— UNE VILLE SÉNÉGALAISE — S'ABANDONNE À — LA CÉLÉBRATION —

PERSONNEL D'ADF





REUTERS

CHAQUE PRINTEMPS, LE VILLAGE SÉNÉGALAIS DE NDANDE DEVIENT UN CENTRE DE PRATIQUE RELIGIEUSE. LES RÉSIDENTS SE PARENT D'HABITS AUX COULEURS VIVES. ILS CHANTENT. ILS DANSENT. DES PRIÈRES ET DES CHANTS RITUELS SE DÉTACHENT DANS L'AIR NOCTURNE ET SE RÉVERBÈRENT À TRAVERS LA VILLE.

Les 1.000 à 2.000 habitants de Ndande célèbrent Gamou-Ndande, une cérémonie de la tradition soufie de l'islam marquée par des nuits de prière, des chants rituels et des rites animistes traditionnels. Le soufisme est une forme de mysticisme islamique. On trouve des ordres soufis dans les branches chiites et sunnites de l'islam ainsi que dans d'autres traditions islamiques.

L'historien arabe du XIV^e siècle Ibn Khaldoun a décrit le soufisme comme « une consécration au culte, une consécration totale à Allah le plus Haut, une indifférence aux raffinements et aux ornements du monde, l'abstinence des plaisirs, le renoncement aux richesses et au prestige qui sont recherchés par la plupart des hommes mais aussi le retrait, à l'écart des autres, pour pratiquer son culte seul ».

Les habitants de Ndande font de leur pratique religieuse un événement exaltant impliquant toute la communauté. Les gens se pressent dans des rassemblements nocturnes remplis de bruits joyeux. Des lampes sont suspendues aux piquets de tentes, dans une abondance d'ornements. Des rangées de citadins, enveloppés dans des vêtements faits de tissus aux couleurs vives, rouges, pourpres, oranges, jaunes et blancs, sont assis sous une tente sur des chaises pliantes métalliques et des chaises de jardin en plastique. Un homme entame un chant rituel qui résonne dans un haut-parleur. Par moments, ceux qui sont rassemblés l'accompagnent de leur propre mélodie.

L'une des manifestations de Gamou-Ndande offre un moment tout à fait captivant. Les résidents s'accroupissent épaule contre épaule à l'orifice d'un puits historique du nom de Puits de Kalom. Sous leurs

Au Sénégal, un homme est suspendu par des cordes en travers de l'orifice d'un ancien puits appelé le Puits de Kalom dans le village de Ndande.

yeux, un homme attaché à une corde est abaissé dans le puits, au fonds duquel d'autres attendent pour le détacher. Au-dessus, hommes et femmes chantent et dansent aux sons traditionnels des tambours près de l'orifice du puits, qui est renforcé par des pieux de bois.

Le puits a été le site de batailles importantes dans l'histoire du Sénégal. Baye Niass, un historien local, indique qu'il mesure 36 mètres de profondeur, 11 mètres de diamètre et remonte au XVI^e siècle. Dans les temps anciens, on disait aussi que ce puits était le site de rituels lorsque survenaient de grandes sécheresses.

« Ici, je crois qu'on montre comment notre patrimoine matériel se lie à l'eau » fait remarquer Abdoul Aziz Mbaye, le ministre sénégalais de la Culture. « Une culture se fait sur les liens que l'homme a avec son environnement et ici on retrouve particulièrement les liens avec l'eau. » □



Construire *pour* l'avenir

CALESTOUS JUMA

Calestous Juma est kenyan, professeur de pratique du développement international et titulaire de la chaire du Programme d'innovation pour le développement économique à la Harvard Kennedy School. Il est l'auteur de The New Harvest: Agricultural Innovation in Africa (La nouvelle récolte : l'innovation agricole en Afrique). Il possède un compte Twitter : @calestous.



MARTHA STEWART

LES BASES DE LA PAIX ET DE LA PROSPÉRITÉ

L'Afrique commémore le 50e anniversaire de la création de l'Organisation de l'Union africaine à un moment crucial. D'un côté

l'Afrique connaît une croissance économique sans précédent ; de l'autre, il y a encore des problèmes majeurs de maintien de la paix dans certains pays, comme la République démocratique du Congo et le Mali. D'autres pays, tels que le Liberia et la Sierra Leone, sont sortis de longues années de conflit, mais sont confrontés à des travaux de reconstruction inachevés.

Pour relever certains de ces défis, l'Afrique met de plus en plus l'accent sur l'intégration régionale qui encourage la croissance économique et les échanges interafricains. Aujourd'hui, ce n'est pas l'absence de volonté politique qui entrave l'intégration de l'Afrique, mais le manque d'infrastructure, en particulier dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'irrigation et des télécommunications.

Pour répondre aux besoins en infrastructure du continent, il faudra mobiliser toutes les ressources disponibles dans les cercles civils et militaires mais aussi créer de nouveaux systèmes de coopération civilo-militaires qui aillent plus loin que les accords traditionnels. Au moment où l'Afrique en a le plus besoin, l'engagement militaire dans des projets d'infrastructure pourrait permettre de redéfinir le rôle de l'armée en donnant une nouvelle image du service public.

LA LUTTE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT

Le défi est de taille. Selon la Banque mondiale, l'Afrique devra investir chaque année près de 93 milliards de dollars dans les dix années à venir pour fournir une infrastructure adéquate permettant de soutenir la croissance économique. Près d'un tiers de l'investissement sera imputé à l'entretien. Une partie des coûts peuvent être supportés par des fonds provenant des secteurs privé et public, y compris de nouveaux instruments tels que les obligations d'infrastructure proposées par la Banque africaine de développement.

Pour répondre aux autres besoins, il faudra prendre des mesures originales, telles que la mobilisation des forces armées du conti-

nent. Ce rôle n'est pas nouveau pour l'armée. Il existe une longue tradition d'engagement de l'armée dans la construction de l'infrastructure qui remonte au temps de la Rome antique où les soldats construisaient des routes pour relier les colonies lointaines. Cette tradition a survécu et se retrouve aujourd'hui dans des institutions, telles que le Corps des ingénieurs de l'armée américaine.

Des soldats de la Force de défense populaire de Tanzanie reconstruisent une route après les inondations qui ont détruit routes et voies ferrées près de Mpwapwa en 2010.

ARMÉE AMÉRICAINE AFRIQUE

Les forces armées africaines possèdent déjà d'importantes ressources humaines ainsi que le matériel nécessaire pour la construction et l'entretien des infrastructures. En fait, elles déploient déjà cette capacité en cas d'urgence. Il faut donc mettre en place une stratégie explicite leur permettant d'étendre leur rôle à la coopération avec des organes civils.

Cette initiative s'appuierait sur une tradition africaine qui consiste à convertir les équipements militaires pour soutenir les travaux d'infrastructure civils. Au Rwanda, par exemple, une caserne a été transformée pour devenir l'Institut des Sciences et Technologies de Kigali qui a joué un rôle clé dans la reconstruction du pays après le génocide. Le rôle de l'armée dans les affaires civiles du Rwanda inclut une large gamme d'activités qui culminent en la Semaine de l'Armée, une manifestation de conscientisation.

Au moment où l'Afrique en a le plus besoin, l'engagement militaire dans des projets d'infrastructure pourrait permettre de redéfinir le rôle de l'armée en donnant une nouvelle image du service public.

L'Ouganda est un autre exemple d'engagement de l'armée dans des projets d'infrastructure. Les forces armées du pays ont créé la première Université de sciences et technologies militaires d'Afrique, qui forme des ingénieurs à la construction et à l'entretien des infrastructures. L'Ouganda a collaboré avec l'armée américaine pour reconstruire les réseaux ferroviaires. De même, l'Érythrée a mis au point un programme détaillé pour l'engagement de l'armée dans le développement de projets d'infrastructure.

Pour être accepté par la population, le rôle de l'armée dans les projets d'infrastructure doit être placé sous contrôle démocratique. Il ne doit pas être considéré comme faisant concurrence au secteur privé. Certains modèles africains expliquent comment cette coopération civilo-militaire doit être structurée. Le Sénégal, par exemple, a élaboré des stratégies et des directives claires qui ont guidé son programme Armée-Nation depuis l'indépendance. Le programme comprend des travaux d'infrastructure (notamment dans le domaine de





Des soldats de la paix sud-africains de la mission de l'Union africaine/Nations Unies au Darfour installent un réservoir à Forog. Les soldats de la paix sud-africains ont fourni 30.000 litres d'eau pour aider la population locale à construire une clinique. REUTERS

Des soldats égyptiens participent à un projet de renforcement de la sécurité aux frontières. Alors que le continent tout entier a un besoin énorme en infrastructures, certains avancent que les armées africaines devraient aider à construire des routes, des ponts et d'autres structures. AFP/GETTY IMAGES



l'approvisionnement en eau et de la construction routière), la santé et la gestion environnementale.

En 1999, le Sénégal a créé le comité civilo-militaire d'appui au développement en vue de réunir les membres du Parlement, l'armée, les ministères, la société civile et le secteur privé pour collaborer à la mise en œuvre de programmes publics. Sa large composition permet de favoriser la confiance et la coordination.

UN APPEL AU DEVOIR

D'aucuns pourraient dire que déployer l'armée pour des travaux d'infrastructure civils peut détourner l'attention des fonctions essentielles de défense. Bien au contraire, l'armée renforce sa mission de défense de la sécurité nationale en réalisant des projets d'infrastructure pour quatre raisons majeures.

L'armée possède l'équipement, les aptitudes et le savoir logistique. Dans beaucoup de pays africains, l'armée est la seule institution qui dispose des ressources et du personnel nécessaire pour effectuer des travaux de développement difficiles. Dans les situations d'urgence, l'armée est souvent sollicitée parce qu'elle possède l'expérience logistique et le matériel permettant d'aider les civils dans le besoin. La mobilisation de l'armée permet de soulager d'autres secteurs. En outre, en temps de paix, elle garde les troupes actives et prêtes à être déployées.

Dans un essai publié dans le bulletin *Prism* consacré

aux études sur la sécurité, le Colonel Birame Diop, de l'Armée de l'air sénégalaise et directeur de l'organisation civilo-militaire Partners Sénégal, a plaidé pour un plus grand engagement de l'armée dans des rôles non traditionnels en Afrique.

Il a avancé un argument de poids : « Ils ont des avions visant à transporter la nourriture, les médicaments et les médecins pour les urgences sanitaires, ainsi que le personnel et l'expertise pour aider à construire les infrastructures. Lorsqu'elles sont disponibles, ces ressources doivent être utilisées afin de contribuer au développement positif du continent et de sauver des vies. »

Le colonel Diop a ajouté que la participation de l'armée à des missions de développement ne devrait pas être perçue comme une menace par les secteurs civils. « La mobilisation de l'armée pour relever ces nouveaux défis sociétaux n'a pas pour but de remplacer ni de contourner les autres secteurs, a-t-il écrit. Au contraire, l'utilisation des ressources dont dispose déjà l'armée peut soulager la pression exercée par d'autres entités, leur permettant de refondre et de développer de nouvelles stratégies et capacités. »

L'engagement dans l'infrastructure permet aux pays de gérer leurs armées d'après-conflit de manière plus productive. Les projets de développement permettent aux armées de réduire les effectifs et de prendre leurs distances par rapport à la guerre. Certains

chercheurs estiment que les soldats approchant de l'âge de la retraite ou devant être démobilisés et réintégrés après un conflit pourraient devenir des travailleurs qualifiés dans des projets d'infrastructure. Cela leur donnerait le même sentiment de camaraderie et de devoir accompli qu'ils avaient dans l'armée.

Douglas Lovelace Jr, directeur de l'Institut d'études stratégiques à l'École de guerre de l'armée américaine a écrit : « Si l'on donne à ces officiers expérimentés, habitués à commander et à agir, les capacités de gérer des projets de construction et le savoir-faire pour concevoir et construire des centrales électriques, des barrages, des ponts et des routes et si les sous-officiers sont formés à exécuter et à gérer ces projets, une fois construits, ceux qui s'engagent à servir leur pays en uniforme peuvent continuer à le faire avec fierté et détermination en civil. »

C'est ce qu'ont prouvé des programmes d'emploi pour anciens combattants de la Côte d'Ivoire au Rwanda. Au Sud Soudan, des dizaines de milliers d'anciens combattants sont maintenant employés à la construction d'écoles, de cliniques et d'autres équipements nécessaires au développement du pays.

Les projets d'infrastructure peuvent améliorer la manière dont la population perçoit les soldats.

La plupart des Africains ont une bonne image de leur armée. Selon un sondage de Gallup réalisé en 2006, 61 pour cent des personnes interrogées avaient

militaires, ils sont plus enclins à les aider dans les questions de sécurité et à leur signaler des menaces éventuelles.

Quelques exemples illustrent comment les projets d'action civilo-militaire peuvent améliorer la popularité de l'armée auprès des gens qu'ils servent.

De tous les pays sondés par Gallup, c'est le Botswana, avec 86 %, qui a le plus confiance dans son armée. Pendant des années, la Force de défense du Botswana (BDF) a entrepris des tâches non traditionnellement militaires, comme la protection de la faune sauvage, les secours aux victimes d'inondations et l'aide à la vaccination du bétail. La BDF est aussi restée fermement sous commandement civil et s'est tenue en dehors de la politique.

Il en va de même pour le Sénégal où l'armée a été déployée pour participer à des projets, tels que l'ambitieuse « grande muraille verte », longue de 7.000 kilomètres, qui doit servir de tampon végétal contre la désertification galopante du Sahel.

La participation de l'armée à des projets d'infrastructure permet de diversifier les compétences des soldats qui sont mieux préparés au retour à la vie civile. C'est un point subtil, mais important. Les officiers africains n'ont pas beaucoup d'opportunités de participer à la vie économique une fois qu'ils ont quitté l'armée. Certains officiers supérieurs peuvent entamer une seconde carrière dans le secteur public ou privé, ce qui n'est pas le cas des simples soldats.

La participation aux projets d'infrastructure accroît les compétences des soldats et sert non seulement les individus, mais aussi l'économie dans son ensemble. Cette participation peut devenir encore plus attrayante si elle est associée à une formation technique et managériale.

L'Université des sciences et des technologies militaires en Ouganda illustre la valeur d'une telle formation. En fait, la demande en formations supérieures techniques exigerait de porter les écoles militaires au niveau d'universités techniques à par entière, qui sont rares en Afrique. En créant de telles universités, l'armée serait mieux à même d'attirer des jeunes talentueux qui bénéficieraient d'une formation technique militaire pertinente pour le secteur civil.

Alors que l'Afrique se tourne vers l'avenir, elle devrait envisager comment déployer au mieux ses jeunes dans l'armée pour qu'ils jouent un rôle à l'heure fondamentale de la construction de l'infrastructure et de son entretien. Le continent a un douloureux passé de coups d'État, qui sont maintenant, pour la plupart, de l'histoire ancienne. L'Afrique d'aujourd'hui est dirigée par un nombre croissant de présidents modernes et technocrates. Le moment est venu de donner de l'espoir aux générations futures en construisant des infrastructures, qui sont le véritable moteur de l'avenir économique du continent. □

Le défi est de taille. Selon la Banque mondiale, l'Afrique devra investir chaque année près de 93 milliards de dollars dans les dix années à venir pour fournir une infrastructure adéquate permettant de soutenir la croissance économique.

confiance dans l'armée en tant qu'institution. Ainsi, l'armée est classée devant d'autres institutions, telles que les banques, le secteur de la santé, les journalistes et les gouvernements, en termes de confiance.

La popularité de l'armée n'est pas seulement bonne pour les relations publiques : elle est aussi importante pour la sécurité. Lorsque les civils font confiance aux



—  —

DES PROGRÈS

CONTRE UN FLÉAU

—  —

LES TAUX D'INFECTION ET DE MORTALITÉ LIÉS AU VIH/SIDA SONT EN BAISSÉ EN AFRIQUE, ET LES ARMÉES SONT À L'AVANT-POSTE DU PROGRÈS

PERSONNEL D'ADF

Le Sénégal, un pays de plus de 13 millions d'habitants, est confronté aux difficultés typiques de la région, notamment aux ressources limitées et à la proportion croissante des jeunes dans sa population. En revanche, sur un point important le Sénégal est atypique. Le taux d'infection lié au VIH/SIDA enregistré au sein de ce pays n'est que de 0,9 %, soit environ un cinquième du taux observé en Afrique subsaharienne. En outre, il est inférieur à celui de la capitale des États-Unis, Washington, D.C., où près de 3 % des adultes sont séropositifs.

« Je dirais que c'est assez spectaculaire ; je pense que ce n'est pas ce à quoi les gens s'attendent », a indiqué à ADF le Dr Liza Briggs, une chercheuse en sciences sociales de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique. « Et l'armée y a été pour quelque chose. Les militaires ont joué un rôle éducatif intense. Ils l'ont fait de nombreuses façons sans beaucoup de financement externe. En quelque sorte, ils ont pris le taureau par les cornes : ils ont simplement décidé de s'attaquer au problème pour ne pas le laisser se produire. »

L'essentiel du travail d'information mené auprès de la population du Sénégal a été réalisé au début des années 1990, quelques années avant que l'épidémie de VIH/SIDA n'atteigne son point culminant sur le continent. Des officiers de haut rang ont incité les soldats de rang subalterne à adopter certains comportements, comme utiliser des préservatifs. Liza Briggs explique qu'il en a résulté un faible taux d'infection, pas seulement chez les militaires, mais également dans l'ensemble du pays. Ce travail a été une source de fierté pour les Sénégalais. « Cela allait se produire, ce qu'ils ont refusé. Ils ont donc résolu le problème. »

LA RÉPONSE D'UN CONTINENT

L'ensemble de l'Afrique accomplit de grands progrès dans la lutte contre le VIH/SIDA après des années de nouvelles décourageantes. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) a annoncé en juin 2013 que sept pays de l'Afrique subsaharienne avaient réduit de moitié le nombre de nouvelles infections dues au VIH chez les enfants depuis 2009. Les taux de mortalité ont baissé de 33 % dans l'ensemble de l'Afrique de 2005 à 2011.

Les progrès sont dus en grande partie à l'utilisation des médicaments antirétroviraux, qui peuvent éliminer les symptômes et atténuer les risques de transmission, en particulier de la mère à l'enfant. Des organisations non

gouvernementales (ONG), des organismes des Nations Unies et les gouvernements du monde entier ont œuvré à freiner une épidémie qui a atteint son paroxysme en 1997.

Les pays africains, tels que le Sénégal, prennent également des mesures. L'éducation, le dépistage et le traitement contribuent à éviter la propagation du VIH et à prendre plus efficacement en charge les soldats déjà infectés. Les armées se rendent compte que cette maladie affecte l'état de préparation des troupes et, par extension, la sécurité. Au plus fort de la crise du SIDA, sept décès sur 10 au sein de l'armée sud-africaine étaient liés au SIDA, d'après les statistiques gouvernementales.

« Le VIH/SIDA est plus mortel que les armes dont nous disposons. Les efforts de prévention et la manière dont ils peuvent être effectivement mis à la disposition de nos forces devraient donc être la priorité de notre intervention », a déclaré le général de division aérienne Gobuamang Jefferson Tlhokwane, du Botswana, lors d'une conférence sur la prévention du VIH/SIDA qui s'est tenue à Gabarone.

« Au Botswana, nous estimons que tout résultat supérieur à zéro est préoccupant », a déclaré l'ancien commandant en chef adjoint des Forces de défense et commandant en chef adjoint de l'Armée de l'air, à présent à la retraite. « Nous avons dépassé le stade du déni et nous espérons que d'autres pays africains feront de même. »

LE RÔLE DES ARMÉES

Liza Briggs indique que la culture et la structure des armées africaines les rendent bien équipées pour freiner la propagation du VIH « parce qu'elles sont hiérarchisées mais aussi grâce à la chaîne de commandement en place et au commandement qui est en mesure de faire adopter de haut en bas des directives influençant les comportements ».

Ceci est important parce que les soldats africains sont souvent déployés dans des missions de maintien de la paix et dans des zones de prévalence de la maladie. Le VIH peut rendre exsangues les armées si elles sont obligées de soigner leurs soldats malades ou de remplacer ceux qui ne sont plus en mesure de servir. En raison de leur mobilité, les forces peuvent également propager le virus dans de multiples emplacements, y compris leur propre foyer après leurs périodes d'affectation.

Les Nations Unies comprennent cet état des choses. En dépit de la participation de l'ONU à près de 70 missions de maintien de la paix depuis sa fondation, « aucun conflit

« AU BOTSWANA, NOUS ESTIMONS QUE TOUT RÉSULTAT SUPÉRIEUR À ZÉRO EST PRÉOCCUPANT. NOUS AVONS DÉPASSÉ LE STADE DU DÉNI ET NOUS ESPÉRONS QUE D'AUTRES PAYS AFRICAINS FERONT DE MÊME. »

— Général de division aérienne Gobuamang Jefferson Tlhokwane, ancien commandant en chef adjoint des Forces de défense et commandant en chef de l'Armée de l'air.



ADF STAFF

Une affiche à Accra, au Ghana, préconise des habitudes saines pour éviter le VIH/SIDA.

Général de division aérienne Gobuamang Jefferson Tlhokwane

à l'ordre du jour du Conseil de sécurité n'a abouti à une désolation plus grave et plus largement répandue que le SIDA », selon l'ONUSIDA. En 2011, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1983, qui fait de la prévention et du traitement du VIH des tâches relevant des opérations du maintien de la paix faisant l'objet d'un mandat, « y compris l'assistance aux institutions nationales, à la réforme du secteur de la sécurité et aux processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration ». Avec la résolution 1308, adoptée en 2000, l'ONU a mis en évidence la nécessité d'utiliser les soldats de la paix pour aider à combattre la violence sexuelle et sexospécifique.

La Mission des Nations Unies en République du Soudan du Sud a fait de la prévention du VIH une priorité. La mission a formé 120 agents de changement, 105 pairs éducateurs et 34 conseillers en matière de VIH. Les campagnes de sensibilisation ont atteint plus de 30.000 personnes, et plus de 3.000 membres des forces armées ont bénéficié de conseils et d'un dépistage volontaire pour le VIH. D'autres programmes obtiennent des résultats tangibles dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies en République démocratique du Congo, au Darfour et au Liberia.

Certains pays ont collaboré avec des ONG et d'autres organismes afin de renforcer leurs capacités à empêcher que le VIH/SIDA n'épuise leurs ressources militaires. D'autres ont adopté des politiques visant à prendre en charge ceux qui sont déjà atteints par la maladie. À travers les quelques exemples ci-dessous, voici comment certains pays africains ont réalisé des progrès dans la lutte contre le VIH/SIDA.



COMMANDANT DENISE SHOREY/ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

GHANA

Un nouveau laboratoire a été ouvert à Takoradi, au Ghana, en mai 2013, afin d'assister les Forces armées ghanéennes dans la prévention, les soins et le traitement du VIH spécifiques à l'armée mais aussi pour le dépistage, l'accompagnement psychologique et le diagnostic. Il contribuera également au traitement des infections sexuellement transmissibles et au dépistage de la tuberculose.

Le Programme de prévention du VIH/SIDA du Département de la Défense des États-Unis a construit et équipé ce laboratoire qui a coûté 85.000 dollars. La rénovation a commencé en 2010, avec la transformation d'un bâtiment en deux laboratoires, l'un pour le VIH/SIDA et l'autre pour le paludisme. L'installation desservira l'importante communauté militaire de la région, notamment le personnel en service actif et à la retraite de tous les corps de l'armée, ainsi que les membres du personnel civil et les membres des familles résidant à Sekondi et à Takoradi sur le littoral du Ghana.

L'installation possède un équipement ultramoderne, notamment une centrifugeuse, une balance de précision, un microscope léger, un four à air chaud, un incubateur, un autoclave, des chauffe-eau et une citerne d'eau de 3.785 litres.

ZAMBIE

La Zambie s'est associée à Project Concern International en 1996. En 2003, une campagne innovante ayant recours au théâtre, à la musique, à des ateliers et à du matériel pédagogique était en place pour aider les Forces de défense zambiennes

L'ESPOIR S'ACCROÎT DANS LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

Le nombre de personnes décédant de causes liées au SIDA a commencé à baisser vers le milieu des années 2000, en raison d'un accès accru aux traitements antirétroviraux et aussi de la baisse régulière de l'incidence du VIH depuis le point culminant de l'épidémie en 1997.

En 2011, la mortalité liée au SIDA en Afrique a chuté de **33 %** par rapport à 2005.



CLÉ:
décès liés
au SIDA
(2005 - 2011)

2005 2011

SOURCE : RAPPORT ONUSIDA SUR L'ÉPIDÉMIE MONDIALE DE SIDA EN 2012

à réaliser, gérer et évaluer la prévention du VIH auprès de 30.000 militaires et de leurs familles. Le programme comprend également l'accompagnement psychologique, le dépistage, les soins, le soutien et le traitement destinés à ceux qui sont déjà atteints du virus. La caution et la participation des responsables de l'armée et du gouvernement de la Zambie se sont traduites par des résultats significatifs. La Zambie a vu le nombre des décès liés au SIDA chuter de 56 % de 2005 à 2011.

NIGERIA

En 2006, selon l'agence de presse Panapress, le Nigeria a financé à hauteur de 8,5 milliards de nairas (6,1 millions de dollars) des initiatives visant à contrôler la propagation du VIH/SIDA au sein de l'armée nigérienne. Dans le cadre de cette initiative, une collaboration entre le ministère nigérien de la Défense et le Département de la Défense des États-Unis, 5,8 milliards de nairas (4,7 millions de dollars) ont déjà été dépensés en 2005, l'année du commencement du traitement gratuit par médicaments antirétroviraux.

Les avantages ne se limitaient pas au personnel militaire. Le ministre d'État, ministre de la Défense Erelu Olusola Obada, a déclaré que 28.585 patients atteints du VIH bénéficiaient de médicaments antirétroviraux gratuits dans plusieurs installations militaires en mai 2013.

Le général de brigade Koko Essien de l'armée nigérienne a indiqué à ADF que l'armée de son pays avait joué un rôle important dans la prévention et le traitement du VIH/SIDA. Les soldats sont tenus de se soumettre à un test de dépistage du VIH chaque année, dans le cadre de leurs tests médicaux annuels. L'armée travaille avec les ONG pour soutenir ceux dont le test est positif, grâce au Programme des forces armées pour le contrôle du SIDA. Tous les soldats se soumettent à un test lorsqu'ils partent en déploiement et lorsqu'ils en reviennent, qu'il s'agisse d'opérations de maintien de la paix régionales ou sous l'égide des Nations Unies. L'armée fournit également un soutien après le diagnostic, par le biais de médicaments antirétroviraux et de consultations avec des médecins et des psychologues.

Un test positif au VIH n'empêche pas automatiquement les soldats de servir, bien qu'il puisse avoir une incidence sur le type de missions auxquelles ils sont affectés. « Selon le degré de gravité de leur situation, il se peut que nous ne les déployions pas dans des avant-postes reculés où ils ne bénéficieraient ni de soutien, ni de prise en charge », explique le général Essien. « Il se peut que nous les affectons dans des zones et des villes d'importance majeure où il est plus facile de les prendre en charge. En revanche, nous ne les empêchons pas nécessairement de servir dans l'armée. » □

D'EN HAUT

L'AIDE
VENUE





CENTRAL ACCORD 13 RENFORCE LES CAPACITÉS DE RAVITAILLEMENT AÉRIEN AU CAMEROUN

PERSONNEL D'ADF

Le dernier jour de Central Accord 13, les organisateurs de l'exercice ont monté un chapiteau pour abriter les spectateurs du soleil tropical brûlant.

L'événement de clôture était une sorte de bilan présentant ce que les participants avaient appris au cours des deux semaines de formation y compris les notes attribuées. Le succès du ravitaillement aérien (l'objectif de Central Accord) est clair. Un bon largage atteindra son objectif ; un mauvais largage déviara de sa course, le parachute pourra se mettre en torche et la cargaison s'écraser au sol.

Un groupe de soldats du bataillon des troupes aéroportées du Cameroun, portant des bérets rouges et verts, se sont rassemblés pour observer un C-130 dont le bruit des moteurs grandissait au-dessus de leur tête. Au moment où l'avion est passé, une grande boîte a été larguée, le vent a tendu les cordes et gonflé le parachute pour ralentir la chute de la boîte. Le colis qui contenait des vivres a flotté vers la terre et a atterri dans une « zone de mise à terre » balisée dans l'herbe par des panneaux orange vif. Cela ne représentait peut-être pas grand-chose pour les non-initiés, mais les implications étaient de taille.

« Cet exercice peut être appliqué pour ravitailler les troupes, en cas de déplacement de populations en temps de guerre, peut-être en cas de catastrophe naturelle ou d'aide médicale », a expliqué le sergent d'état-major Julius Mkong, du bataillon des troupes aéroportées camerounaises. « Nous devons développer le savoir-faire qui permettra de larguer du matériel que nous utiliserons pour aider ceux qui en ont besoin. »

En ce qui concerne le ravitaillement aérien, le mot d'ordre est « à l'heure et sur objectif ». Au cours de l'exercice Central Accord qui a duré 10 jours à Douala au Cameroun, les chefs militaires ont souligné que le savoir-faire était vital pour les armées à travers toute l'Afrique.

« Pour nous, c'est une plus-value », a déclaré le colonel Léonidas Bizimana de l'état-major de l'armée de l'air du Burundi et membre de l'équipe d'arrimeurs qui a préparé les colis. « Lorsque vous savez comment faire dans un contexte militaire, vous pouvez vous en servir dans un contexte civil ».

L'exercice, qui a eu lieu en février et en mars 2013, a réuni environ 750 militaires de sept pays, à savoir le Burundi, le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Gabon, la République du Congo, Sao Tomé et Príncipe et les États-Unis. En plus des largages aériens, les participants ont été formés aux évacuations médicales et aux soins sur place pour stabiliser les blessés.

Des soldats camerounais observent comment une boîte renforcée contenant du matériel est larguée sans parachute lors d'une démonstration du système de largage en chute libre au cours de l'exercice Central Accord 13.

PERSONNEL D'ADF



Des soldats camerounais portent un patient avec des blessures fictives lors d'un exercice médical, dans le cadre de Central Accord 13 à Doula, au Cameroun. PERSONEL D'ADF



Des soldats camerounais chargent et amarrent des colis à bord d'un avion de transport militaire C-130 à la base aérienne 201 à Douala. Central Accord 2013 a marqué la première utilisation d'un C-130 camerounais pour un ravitaillement aérien. PERSONEL D'ADF

Beaucoup de pays africains, comme le Cameroun, doivent surmonter un manque d'infrastructure routière qui limite les transports de nourriture, de munitions, de médicaments et autres destinés aux troupes en missions de maintien de la paix, de défense ou humanitaires. Selon une étude réalisée par la Banque Mondiale en 2008, l'Afrique subsaharienne possède environ un quart de la densité des routes asphaltées des autres pays à revenu faible dans le monde. De plus, seule la moitié du principal réseau routier du continent est en bon état.

Ce manque est mis en évidence au cours de catastrophes naturelles, lorsque les civils doivent être secourus rapidement. Au Cameroun, le besoin d'une capacité supplémentaire de ravitaillement aérien s'est fait sentir en 2012 lorsque l'armée a été mobilisée pour venir en aide à des millions de personnes déplacées par les inondations dans le Nord du pays.

« Nous devons améliorer nos compétences dans l'accomplissement de certaines missions », a déclaré le colonel Eba Eba Bede Benoît, chef adjoint de l'état-major de l'armée de l'air du Cameroun et pilote de chasse de formation. « L'année dernière, nous avons vécu une catastrophe naturelle au nord du Cameroun et nous devons aller porter secours aux gens de cette région. Nous avons perdu beaucoup de temps à essayer d'utiliser les routes qui étaient devenues impraticables. Le seul moyen efficace était le ravitaillement aérien. C'est pourquoi nous apprécions tous cette initiative qui nous permet d'améliorer notre savoir-faire. »

Comme il a été démontré lors de Central Accord, le ravitaillement aérien n'est pas excessivement compliqué et ne demande pas de technologies de pointe. Il faut seulement trois éléments qui doivent travailler en phase.

Les arrimeurs : les arrimeurs sont les équipes

de conditionnement qui préparent les charges et y attachent des parachutes. Dans le cadre de Central Accord, des groupes d'arrimeurs de pays d'Afrique centrale et des États-Unis ont préparé des charges à bas coût et de basse altitude accrochées à des parachutes à usage unique. Les colis étaient entourés de carton alvéolaire pour absorber les chocs et étaient séparés par des planches en bois. Une équipe d'arrimeurs expérimentés peut préparer un colis à bas coût et de basse altitude en quelques minutes. Le type utilisé pour Central Accord peut être largué depuis une hauteur de 610 mètres et porter des charges pouvant atteindre 181 kilos.

Une autre option plus simple, démontrée lors de Central Accord, est le système de livraison en chute libre, qui utilise une boîte renforcée pouvant être larguée sans parachute. Les boîtes de chute libre de Central Accord peuvent porter des charges d'environ 36 kilos et être larguées depuis une hauteur de 24 mètres. Ce type de largage est recommandé principalement pour l'eau et la nourriture, bien que l'on ait déjà largué avec succès des munitions de petit calibre, des armes et des médicaments.

Les éclaireurs : les éclaireurs font en sorte que les équipages aient une surface praticable où larguer leurs vivres. Ils recherchent une zone plate, dégagée et marquent le sol avant de communiquer avec les pilotes pour coordonner le largage. Ils doivent tenir compte de nombreux facteurs, y compris la vitesse du vent et une « projection en avant » de l'avion.

Pendant l'exercice Central Accord, les éclaireurs ont utilisé des panneaux orange vif pour marquer les zones de mise à terre. Ils les ont alignés soigneusement à l'aide d'une boussole et les ont ancrés dans le sol en forme de « L » inversé. Les pilotes avaient pour ordre d'approcher



Un soldat camerounais se sert d'une boussole pour déterminer une zone de mise à terre lors de Central Accord 2013 à Douala, au Cameroun.

ADJUDANT STAN PARKER/ARMÉE AMÉRICAINE

« LORSQUE VOUS SAVEZ
COMMENT FAIRE DANS
UN CONTEXTE MILITAIRE,
VOUS POUVEZ VOUS
EN SERVIR DANS UN
CONTEXTE CIVIL. »

— COLONEL LÉONIDAS BIZIMANA DE L'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE L'AIR DU BURUNDI

Un C-130 de l'armée de l'air camerounaise est garé sur une base aérienne à Douala, au Cameroun, pendant l'exercice de ravitaillement aérien Central Accord 2013.

SERGEANT AUSTIN BERNER/
ARMÉE AMÉRICAINE

de la zone à approximativement 100 mètres à droite des panneaux et de larguer la charge lorsqu'ils étaient parallèles à l'angle du « L ».

Dans certains cas où une zone de mise à terre ne peut pas être marquée correctement, les éclaireurs utilisent des signaux visuels et verbaux. Lorsque l'avion atteint le point de mise à terre, l'éclaireur donne le signal radio « Top largage », indiquant le moment de larguer la charge.

L'équipage : les pilotes de Central Accord ont piloté des hélicoptères Bell 206, Puma Aérospatiale SA 330 et l'avion de transport C-130. À bord de chaque aéronef se trouvait un arrimeur-chargeur qui veillait à ce que les colis soient correctement arrimés et largués au bon moment. Tous les largages ont été faits soit avec le système de marquage au sol où l'équipage repère la zone de largage à l'aide de coordonnées fournies et de marqueurs visuels, soit avec le système de signaux visuels et verbaux.

L'équipage doit aussi être attentif aux signaux des éclaireurs leur indiquant d'annuler la mission soit en tirant une fusée éclairante, soit en brouillant les panneaux. Une technologie plus performante est nécessaire pour un système appelé « point de largage air calculé » ou « système de largage de précision » selon lequel un arrimeur-chargeur peut programmer le point de mise à terre. D'autres technologies de pointe permettent aux techniciens de guider les charges en vol et de les larguer depuis des altitudes de 7.600 mètres.

À la fin de Central Accord, les organisateurs se sont déclarés satisfaits des résultats. Le Cameroun a enregistré son premier largage de ravitaillement depuis un C-130. En outre, des dizaines de charges ont été larguées sur cible dans deux zones de mises à terre dégagées et marquées par des éclaireurs camerounais.

« Je souhaite que ces exercices soient effectués le plus souvent possible », a déclaré le colonel Eba Eba. « Une seule fois ne suffit pas ; il faut le faire plusieurs fois. »

Les organisateurs ont indiqué que Central Accord n'était peut-être pas l'exercice le plus intensif mais que c'est l'un des plus importants. Il reflète ce qui se passe dans de vraies missions. Le colonel Frédéric Ndjoukep, directeur de l'exercice, a précisé





Des soldats camerounais suivant une formation d'éclaireurs apprennent comment repérer, marquer et communiquer l'emplacement de la zone de mise à terre pendant l'exercice Central Accord 2013 à Douala, au Cameroun.

PERSONEL D'ADF

qu'il arrivait souvent que l'infrastructure routière soit détruite ou inexistante dans des zones de conflit.

« Il y a toujours ce genre de défis et Central Accord nous donne ce que nous appelons le continuum opérationnel, ça veut dire que, quelle que soit la situation, nous arrivons à maintenir le continuum opérationnel. Ça c'est important », a-t-il déclaré.

Le colonel Ndjoukep estime que les liens qui se nouent dans le cadre de Central Accord sont tout aussi importants que la formation en elle-même. Des soldats de plusieurs pays collaborent afin de surmonter les barrières de la langue et de la culture militaire. « On voit que les pays sont réellement engagés ici, a-t-il dit. La possibilité de se côtoyer sur le terrain signifie beaucoup. En effet, nous ne connaissons pas certains pays, comme Sao Tome et Principe, mais, ici, nous échangeons des informations. Leurs médecins offrent des perspectives différentes et ça nous permet de reculer un peu les frontières de l'incompréhension. »

Les compétences développées dans le cadre de Central Accord auront aussi leur importance dans

les opérations de maintien de la paix régionales. L'Union africaine est en train de constituer des brigades de maintien de la paix sous le commandement de la Force africaine en attente. Pour soutenir cet effort, des bases logistiques régionales devraient être créées afin de ravitailler rapidement les troupes. L'UA a aussi examiné un Programme de mobilité stratégique qui inclura des accords de partenariat avec des pays membres ayant une grande capacité de transport aérien. Ces avions et pilotes seront mobilisés en cas de crise pour transporter des hommes et des vivres. Tout cela sera impossible sans les compétences de ravitaillement aérien acquises au cours de Central Accord.

Pendant les cérémonies de clôture, Koumpa Issa, le Secrétaire d'État auprès du ministre camerounais de la Défense, chargé des anciens combattants et des victimes de guerres, a déclaré aux participants que le succès de l'exercice retentirait dans toute l'Afrique de l'Ouest.

« Le nouveau contexte géostratégique sous-régional est essentiellement marqué par le caractère transfrontalier et multiforme des nouvelles menaces. Pour faire face à celles-ci, la mutualisation des moyens et du savoir-faire disponibles sera la condition sine qua non pour que la Force africaine en attente atteigne sa mission de paix et stabilité sur notre continent. » □



GÉRER LE MALI

LES PAYS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST SE RÉUNISSENT AU GHANA POUR SE PRÉPARER À UNE MISSION DIFFICILE DE MAINTIEN DE LA PAIX

PERSONNEL D'ADF

Les soldats ont passé des heures penchés sur les ordinateurs, parfois à plusieurs sur un même terminal, pour réfléchir aux problèmes qui leur sont posés, à savoir comment déplacer les troupes, comment réagir aux changements de terrain et comment apprendre à se préparer aux imprévus.

Ils ont aussi appris à se connaître et à harmoniser les différentes approches militaires qu'ils avaient apportées de leur propre pays. Ils ont appris à collaborer parce qu'il le fallait. Comme l'a relevé un observateur, un objectif important était « l'interopérabilité ».

Les soldats venaient de 11 des 15 pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), comprenant le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée (Conakry), le Liberia, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Togo. Ils se sont réunis en juin 2013, à Accra, au Ghana, au Centre International Koffi Annan de Formation au Maintien de la Paix (KAIFTC), avec des officiers français, des soldats américains et des spécialistes civils, pour une semaine de cours théoriques et plusieurs jours d'exercices de poste de commandement. L'objectif était de préparer le personnel au maintien de la paix, notamment au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), qui a débuté le 1er juillet 2013.

La MINUSMA prend le relais de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA). Quelques 6.200 soldats de la MISMA se joindront à une force composée de 12.000 soldats et policiers au nord du Mali, qui sera divisé en des secteurs est et ouest. Cette mission ne devrait pas s'avérer facile. Il existe de nombreuses factions ethniques et religieuses, dont certaines rivalisent entre elles. Le Mali est enclavé et son vaste



Des participants à Western Accord 13 à Accra, au Ghana, sont réunis autour d'un ordinateur pour résoudre une situation simulée concernant le Mali.

ADJUDANT MONTIGO WHITE/ARMÉE AMÉRICAINE AFRIQUE

territoire demande un important soutien aérien. Le général Koko Essien, de l'armée nigérienne, n'a pas mâché ses mots : « Au Mali, ce sera un cauchemar logistique. »

DÉBUT DES PROBLÈMES AVEC LE COUP D'ÉTAT ET LES REBELLES

Le gouvernement malien, considéré comme un modèle de la démocratie africaine émergente, est tombé en mars 2012, après un coup d'État, à la veille des élections nationales. Peu de temps avant, avec un flot d'armes provenant de Lybie, après la chute de Mouammar Kadhafi, des factions du Nord ont lancé une rébellion. Au mois d'avril, les rebelles touaregs avaient pris le contrôle du Nord du Mali et déclaré l'indépendance.

Le Nord a fini par devenir un foyer de conflits entre différentes factions rivales. Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) a fusionné avec le groupe islamiste Ansar Dine et déclaré le Nord du Mali État islamique. Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a accepté le marché, selon la BBC. Ansar Dine a imposé la charia à Tombouctou. Le Mouvement pour l'unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), qui s'est séparé d'AQMI, est aussi présent dans un but de prosélytisme en Afrique de l'Ouest.

Au milieu de l'été 2013, Ansar Dine et AQMI ont pris le contrôle de Tombouctou, Gao et Kidal ; leur alliance avec le MNLA n'avait pas tenu. Les extrémistes ont détruit des lieux sacrés et des mausolées islamiques en prétendant qu'ils étaient idolâtres et ont recherché d'anciennes collections d'objets et de manuscrits pour les détruire.

L'INTERVENTION FRANÇAISE

En janvier 2013, les islamistes avaient pris la ville de Konna, alors qu'ils faisaient route vers la capitale Bamako. La France a alors déployé ses troupes au Mali dans le cadre de l'opération Serval et a repris Tombouctou et Gao. À la fin du mois, les troupes sont entrées à Kidal, la dernière grande ville tenue par les rebelles. La France a commencé à retirer ses troupes en avril. Les troupes africaines de la MISMA, qui étaient arrivés au Mali en février, ont décidé de soutenir les forces maliennes.

Selon un officier français qui a participé à l'opération Serval, l'intervention française au Mali a été une mission unique et difficile. La décision et l'action qui a suivi ont été rapides, a déclaré le colonel français Jean-Pierre Fagué. Néanmoins la population malienne a soutenu l'opération Serval.

« Nous n'avions pas compté sur un soutien aussi populaire et aussi durable, a-t-il déclaré. Initialement, lorsque l'opération a été lancée, on a estimé qu'après deux ou trois mois, le soutien s'affaiblirait, mais je pense qu'il est aussi fort

qu'au début. [...] Les forces françaises ont fait extrêmement attention pour éviter les dommages collatéraux et l'usage de la force était restreint et très strict. Je pense que c'est cela qui a maintenu le soutien. »

Alors que les forces de la MINUSMA œuvrent à remplir leur mission, le maintien du soutien de la population sera d'une importance cruciale, a souligné Jean-Pierre Fagué. « C'est essentiel, parce qu'en fin de compte, la force de protection des troupes dépendra des renseignements fournis par la population, a-t-il ajouté. De même, l'interaction et la capacité de mener des opérations conjointes avec les forces de sécurité maliennes est indispensable. En effet, elles seules connaissent le terrain, à la fois sur le plan géographique et sur le plan humain. Elles peuvent reconnaître les gens. Elles peuvent dire si quelqu'un doit se trouver là ou pas. C'est donc primordial. »

DÉBUT DE LA MISSION DE LA MINUSMA

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a autorisé la MINUSMA en avril 2013. Elle a pour mission de soutenir le processus politique, y compris les élections nationales, et de stabiliser le pays. Les pays de la CEDEAO contribueront à la MINUSMA par un apport de troupes substantiel qui comprendra des soldats de la MISMA et d'autres placés sous le drapeau de l'ONU.

Le général nigérien Essien, qui a servi en tant que chef adjoint de la planification militaire au Département des opérations militaires de l'ONU, apporte au Mali l'expérience qu'il a acquise lors de missions antérieures de l'ONU en ex-Yougoslavie, en Sierra Leone et au Burundi. Le général Essien commandera cinq bataillons dans le secteur ouest à Tombouctou. Quatre bataillons comprendront chacun 850 hommes ; le cinquième sera une force de réaction rapide de 400 hommes.

Un Mali libre et stable est essentiel à l'Afrique de l'Ouest, a déclaré le général Essien. Des groupes extrémistes, tels qu'AQMI et MUJAO, opèrent au Mali et les extrémistes nigériens de Boko Haram y ont des soutiens et des bases. « Donc, quoiqu'il se passe au Mali, cela aura des répercussions pour toute l'Afrique de l'Ouest, a-t-il ajouté. En effet, si le problème du Mali n'est pas résolu, par exemple, le MUJAO aura toujours le même objectif, à savoir islamiser l'Afrique de l'Ouest. Si le problème d'AQMI n'est pas résolu, les islamistes d'Algérie, de Mauritanie et de Lybie peuvent venir faire ce qu'ils veulent au Mali avant de repartir et continuer leurs opérations de l'autre côté. »

WESTERN ACCORD 13

Les événements au Mali ont transformé l'exercice général Western Accord de renforcement des capacités et de commandement et contrôle en



« NOUS NE FAISONS PAS DANS L'ABSTRAIT. NOUS SOMMES CONFRONTÉS À DES SITUATIONS ET À DES SCÉNARIOS DE VIE RÉELLE, QUE LES FRANÇAIS ONT RENCONTRÉS, QUE LA MISMA A RENCONTRÉS ET QUI NE CHANGERONT PAS PARCE QUE LES BÉRETS VERTS SONT DEVENUS DES BÉRETS BLEUS. »

— GÉNÉRAL KOKO ESSIEN, ARMÉE NIGÉRIANE



Des soldats burkinabés, participant à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, reçoivent des bérets bleus pour représenter la reprise du commandement de la mission par l'ONU à Tombouctou le 30 juin 2013. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali a débuté le 1er juillet 2013.

REUTERS

L'ARMÉE GHANÉENNE APPREND LES TECHNIQUES DE CONTRÔLE DES FOULES

PERSONNEL D'ADF

Une foule en colère s'est rassemblée sur un terrain vague, portant des banderoles, chantant des slogans et lançant des insultes.

De l'autre côté du terrain, l'armée Ghanéenne se tenait prête avec son attirail anti-émeute. Les soldats frappaient leur bouclier avec leur matraque pour montrer qu'ils ne plaisantaient pas.

La foule ne s'est pas laissée impressionner. Certains manifestants téméraires se sont avancés vers les soldats et ont lancé des bouteilles d'eau contre leurs boucliers. Les soldats ont commencé à avancer en marchant fermement vers la foule. Alors que les deux côtés allaient vers une confrontation inévitable, les soldats ont dispersé du gaz poivré. Certains ont tiré des balles en caoutchouc non létales, faisant tomber les manifestants à terre.

La confrontation était une démonstration de techniques de dispersion des foules non létales sur le terrain de l'Académie militaire du Ghana, à Accra. Cinquante soldats des forces armées ghanéennes ont passé plus d'une semaine avec un groupe de six marines américains, pour apprendre le maniement d'armes non létales, dans le cadre de l'exercice Western Accord 13.

« Ce sont les mêmes techniques que celles susceptibles d'être enseignées à la police pour des situations domestiques », a déclaré l'adjudant de Marine américain Brian Dye, chef instructeur des armes non létales. « Ils n'avaient aucune connaissance de base sur ce que nous faisons. Alors, ils se sont bien débrouillés. »

Les techniques pourraient être pertinentes au Mali, au moment où le Ghana rejoint d'autres pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour la nouvelle opération de maintien de la paix de l'ONU dans ce pays.

Le colonel Salifu Yakubu commande les soldats qui ont participé à l'entraînement. Selon lui, ils avaient obtenus de bons résultats et ils ajouteraient cette nouvelle méthode de dispersion des foules incontrôlées à leur répertoire. Il a expliqué que,

traditionnellement, les Ghanéens ont toujours utilisé une technique différente, appelée formation en carré, dans laquelle les soldats forment un carré ouvert d'un côté et avancent vers la foule de sorte à confronter la menace par le devant et les côtés.

L'adjudant de Marine Dye a estimé que le système enseigné par les Marines était plus utile dans des espaces plus réduits, comme des rues étroites bordées d'immeubles des deux côtés. « Ce n'est pas le moyen de le faire, c'est un moyen de le faire. »

Le colonel Yakubu a expliqué que de nombreuses techniques de l'armée ghanéenne étaient basées sur celles du Royaume-Uni. « Maintenant nous fusionnons les deux et cela aide », a-t-il dit.

Les soldats ghanéens ont aussi appris des techniques pour contenir et maîtriser, avec un minimum de violence, une foule faisant de la résistance passive. Ils ont été formés aux techniques d'utilisation de la matraque, qui permettent aux soldats de se défendre contre des assaillants plus agressifs sans avoir recours à une force létale. Ils ont appris comment esquiver des coups venant de différentes directions et comment frapper avec une matraque sans conséquences mortelles.

Seuls les Ghanéens ont été formés à Western Accord 13. L'année prochaine,

lors de Western Accord 14, qui se tiendra au Sénégal, la formation sera étendue à d'autres pays de la CEDEAO.

Chaque peloton de dispersion des foules se compose d'un élément de base, c'est-à-dire deux rangées de 9 porteurs de boucliers avec des matraques dans la première rangée et trois équipes de trois soldats par équipe. Parmi ces derniers, un est équipé d'armes non létales, comme des bombes à gaz poivré ou un fusil à balles de caoutchouc, et un autre est armé de balles réelles. Il s'agit du chef d'équipe.

Puis vient l'élément de soutien qui peut remplacer l'élément de base. Il peut aussi procéder à des opérations d'extraction et de déblaiement. L'élément de commandement se compose d'un commandant de peloton, d'un sergent, d'un opérateur radio, d'un interprète, le cas échéant, d'un agent de lutte anti-émeute, d'un opérateur de dispersion et d'un opérateur caméra.

Enfin, l'équipe d'escorte prend le contrôle des émeutiers arrêtés et les emmène vers des forces de sécurité de réserve à l'arrière du peloton anti-émeute.

Les techniques non létales sont un outil précieux pour la police et les soldats. En effet, elles réduisent les risques de dérapages qui pourraient ternir le blason des forces de sécurité aux yeux des civils.

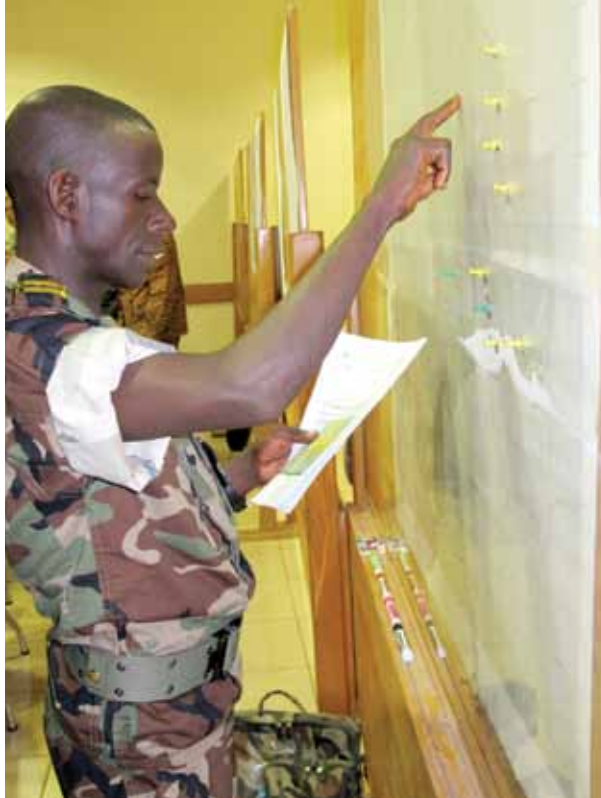
Des soldats ghanéens sont rassemblés pour mettre en pratique les techniques de contrôle des foules qu'ils ont apprises.



ADJUDANT MONTIGO WHITE/ARMÉE AMÉRICAINE AFRICAINE

À gauche: un soldat de Guinée (Conakry) consulte une carte du Mali dans le cadre de Western Accord 13.

Le colonel Hassan Dada, à gauche, et le général Koko Essien de l'armée nigériane se consultent pendant l'exercice.



PERSONNEL D'ADF



ADJUDANT MONTIGO WHITE/ARMÉE AMÉRICAINNE AFRIQUE

une manœuvre avec des situations immédiates de vie réelle. D'après le scénario, les forces recevaient un ordre d'opération pour assumer la responsabilité du secteur est du Mali, comprenant les villes de Gao et de Kidal, en vue d'y mener des opérations de stabilité et de sécurité. Dans le cadre de l'exercice, une salle de contrôles introduisait des scénarios pour forcer les participants à communiquer et à résoudre les problèmes. Les soldats plaçaient des punaises sur des cartes pour marquer des lieux au Mali. Les situations introduites et les scénarios du centre de contrôle des exercices impliquaient des situations de vie réelle, telles que des perturbations civiles en raison de pénuries d'eau et de carburant, des attaques sur des populations minoritaires, des infrastructures détruites et des personnes déplacées. Ces scénarios ont ajouté une valeur pratique, selon le général Essien.

« Nous ne faisons pas dans l'abstrait. Nous sommes confrontés à des situations et à des scénarios de vie réelle, que les Français ont rencontrés, que la MISMA a rencontrés et qui ne changeront pas parce que les bérets verts sont devenus des bérets bleus », a-t-il dit.

La première semaine de l'exercice a consisté en des cours théoriques sur des sujets tels que les opérations de maintien de la paix, la base juridique des missions de l'ONU, la protection des civils, la planification, les opérations multinationales et la coopération inter agences. Au cours de la deuxième semaine, les participants se sont répartis en différents groupes représentant le personnel, le renseignement, les opérations, la logistique mais aussi les communications et la planification à long terme. Chaque groupe s'est acquitté de sa tâche dans l'environnement opérationnel et a réagi

aux changements imposés par les contrôleurs. Dans ce genre d'exercice, les soldats doivent communiquer effectivement et doivent composer avec les différences de doctrine militaire. Ceci est important parce que la population de plusieurs pays parle anglais et d'autres français. Les différences de langues peuvent aussi représenter des différences culturelles et doctrinales dans la manière dont les forces abordent les questions militaires.

Comme l'a noté, par exemple, le colonel sénégalais El Hadji Babacar Faye, un pays peut fonder sa doctrine militaire sur le fait qu'un pays voisin est ami ou ennemi. Si un pays rencontre des problèmes sur ses côtes, par exemple, il faudra affecter davantage de ressources et de stratégies à la marine.

Les différences doctrinales et disparités d'entraînement doivent être surmontées. Ensuite, les participants doivent être prêts à s'adapter à la méthode de l'ONU, a déclaré le colonel Faye. À la fin de l'exercice, il avait l'air satisfait de la performance des participants. En sa qualité de chef d'état-major de l'exercice, il a vu les participants gérer les scénarios tous les jours. « Je pense que les choses se sont passées comme prévues, a-t-il dit. Au début, nous étions un peu hésitants, mais c'est normal. »

Le général Essien a convenu que l'événement était inestimable. « Nous avons pu travailler ensemble et constater tous les problèmes d'interopérabilité, tous les problèmes de déploiement, tous les problèmes de planification. Nous avons pu résoudre ces problèmes hors du théâtre des opérations. Alors, participer à la mission permettra de réduire les problèmes auxquels nous aurions été confrontés. » □



ENTRETIEN AVEC LE

GÉNÉRAL DE DIVISION OBED AKWA

Le commandant du Centre international Kofi Annan de Formation au Maintien de la Paix (KAIPTC) parle de ses expériences et de ses espoirs de régler les conflits.

PERSONNEL D'ADF

Le général de division ghanéen Obed Boamah Akwa a pris ses fonctions en mai 2013, 10 ans après la création du KAIPTC. Le général Akwa a reçu ADF dans son bureau à Accra, au Ghana, pendant l'exercice Western Accord 2013, pour parler de la nouvelle mission de maintien de la paix au Mali, de son point de vue sur le maintien de la paix et de la manière dont il voit le KAIPTC. Voici une version abrégée de l'entretien.

Q *Pendant dix ans, les pays membres de l'Union africaine (UA) ont discuté de la création d'une Force africaine en attente. Pourtant, cette année, alors que le Mali était en pleine tourmente, les pays d'Afrique de l'Ouest ont été incapables de déployer rapidement une force dans la région. Pourquoi ?*

R Je dirais que cela vient de trois facteurs se résumant en un seul : logistique, logistique et logistique. Les militaires africains de notre sous-région sont, en termes d'effectifs, plutôt bien entraînés et assez bien équipés. Cependant, au niveau du transport aérien stratégique et du soutien logistique, il existe une contrainte. La raison est liée à notre stade de développement qui progresse à grands pas. Or, pour de telles missions de grande envergure, nous avons besoin du soutien de nos partenaires internationaux. Par exemple, le gouvernement britannique a transporté par avion nos escadrons de mécaniciens jusqu'au Mali. Je pense que d'autres pays ont bénéficié de cette aide.

Q *Nous avons entendu parler de la Force africaine en attente depuis plusieurs années maintenant. Dernièrement, l'UA a estimé qu'elle avait aussi besoin d'une force de réaction rapide. Quel a été le plus grand problème ou obstacle à la création de cette force de maintien de la paix en Afrique de l'Ouest ?*

R Plusieurs obstacles ont entravé la création d'une telle force. Je pense que le premier concerne les divergences doctrinales entre les pays. Cela remonte aux temps coloniaux où au Ghana, par exemple, nos doctrines étaient basées sur l'idéologie militaire britannique. Chez nos voisins (Côte d'Ivoire, Togo, Bénin), elles suivent celles des Français et, en Guinée Bissau, celles des Portugais. Dans ce contexte, constituer une force compatible sur le plan doctrinal et assurer l'interopérabilité posent problème. À cela s'ajoutent souvent des intérêts nationaux. J'en reviens donc à mon problème de logistique qui se retrouve partout. Cependant, je pense qu'avec la volonté politique, il est facile de le surmonter.

Q *Quelles aptitudes particulières doivent avoir les soldats de la paix quand ils sont déployés dans le Nord du Mali, par exemple ?*

R Chaque personne, du commandant de la force jusqu'au dernier soldat, doit comprendre clairement sa mission, qui doit se traduire par les règles d'engagement. Vous devez aussi connaître le contexte historique de la crise. Tout cela est indispensable avant de passer au contexte opérationnel. Les troupes doivent être déployées après une formation complète pour pouvoir résister aux aléas climatiques et à tout ce qui s'ensuit. Elles doivent aussi bien manier leurs armes, car une confrontation avec des éléments armés n'est pas exclue. Je dirais aussi que les troupes, et en fait toutes les personnes participant à cette mission, doivent connaître les principes de base du maintien de la paix.

Q *Quelles sortes de défis en matière d'interopérabilité, de langue*



ADJUDANT MONTIGO WHITE, ARMÉE AMÉRICAINE AFRIQUE

et de coopération les soldats des pays ouest-africains déployés dans le Nord du Mali devront-ils relever ?

R Je pense que, dans le domaine linguistique, en particulier à un certain niveau de l'opération, les forces doivent avoir une bonne connaissance du français. En effet, pour maintenir la paix, il faut dialoguer avec la population locale. Si cela est impossible, un fossé de communication se creuse. Toutefois, il existe des solutions très pratiques pour y remédier. J'étais en République démocratique du Congo [RDC] l'année passée et mon français n'est pas très bon. Pourtant, j'ai réussi à effectuer ma mission parce que des interprètes avaient été engagés afin d'aider l'état-major de notre brigade. En outre, les soldats de l'armée nationale qui sont formés surmonteront le défi lié aux divergences doctrinales. En effet, une fois que vous êtes intégré dans une mission, un département fait toujours en sorte que tout le monde se retrouve sur une plate-forme commune afin de mener à bien la mission concernée. Par conséquent, s'il existe des divergences doctrinales (que faire en patrouille, que faire en cas de confrontation avec des éléments armés, les radios, qu'attend-on de la force), tout cela est expliqué dans les procédures opérationnelles standard. Or, une formation suffisante amène tout le monde à cette plate-forme commune.

Q *Sur la base de votre expérience en maintien de la paix en RDC [Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC], comment la population malienne recevra-t-elle la mission et que peuvent faire les soldats de la paix pour gagner le cœur et l'esprit des civils ?*

R Je pense que les Maliens, tout comme les habitants de toutes les régions déchirées par la guerre, sont épuisés par ce conflit. Par conséquent, ils ont hâte de voir arriver une force d'intervention qui restaurera la normalité dans leur pays. Je m'attends donc à ce qu'une force déployée au Mali

soit chaleureusement accueillie par la population locale qui aimerait retourner à une vie normale. Les femmes veulent aller à leur marché ; les enfants veulent aller à l'école et jouer ; les hommes veulent gérer leurs affaires et réaliser des bénéfices et les politiciens veulent exercer leur métier et développer leur pays. Je m'attends donc à une réception positive, bien qu'il y ait toujours des fauteurs de troubles et des forces négatives dans toutes les sociétés. Il s'agit là du défi que doit relever une mission au Mali. Cependant, au cours des réelles opérations de maintien de la paix, nous n'avons pas d'ennemis. Nous essayons alors de gagner le cœur et l'esprit de chacun. Le meilleur moyen d'y parvenir est de protéger les plus vulnérables dans la société, pour qu'ils se rendent compte que leur sécurité est assurée, et de réaliser des projets afin de satisfaire aux besoins fondamentaux de la population locale. Enfin, nous devons partager avec eux nos équipements médicaux, leur donner des soins médicaux gratuits et jouer avec eux. Tout cela contribue à gagner leur cœur et leur esprit et à vous faciliter la tâche.

Q *Selon vous, comment le maintien de la paix a-t-il évolué depuis que vous êtes entré dans l'armée ?*

R Je suis entré dans l'armée comme officier en 1977 et j'ai rempli cinq missions. J'ai constaté un changement progressif d'une mission à l'autre. La première mission était la Force d'urgence des Nations Unies dans le désert du Sinaï, en Égypte, qui était une zone démilitarisée entre l'Égypte et Israël à l'issue de la guerre de 1973. C'était une opération de maintien de la paix simple et classique où une zone bien définie était interdite aux hommes et aux armements, avec des lignes de désengagement claires, de sorte que vous patrouilliez ces lignes et établissiez des postes d'observation, etc. Or, cela a changé progressivement quand je suis allé au Liban avec la Force intérimaire de Nations Unies au Liban. En effet, nous étions déployés dans des zones urbaines et non dans le



ADJUDANT MONTIGO WHITE, ARMÉE AMÉRICAINE AFRICAINE



AFP/GETTY IMAGES

Le général de division Eric Vollmecke, de l'Armée de l'Air américaine, discute avec le général de division ghanéen Obed Boamah Akwa lors de l'exercice Western Accord 2013 à Accra, Ghana, en juin 2013.

Des femmes portant du maïs passent devant des soldats de la paix des Nations Unies à Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo (DRC), en juillet 2012. Le général Akwa a servi dans la mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC. Il a déclaré que la population locale est généralement heureuse d'accueillir les soldats de la paix. Il n'en attend pas moins des Maliens.

"CEPENDANT, AU COURS DES RÉELLES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX, NOUS N'AVONS PAS D'ENNEMIS. NOUS ESSAYONS ALORS DE GAGNER LE CŒUR ET L'ESPRIT DE CHACUN."

désert, ce qui présentait des problèmes spécifiques. Les contacts avec la population locale étaient fréquents. Nous devions alors adopter une approche plus humaine des opérations. La mission suivante était au Cambodge où nous devions déterminer si l'ONU devait se charger de diriger le pays et organiser des élections pour restaurer la démocratie. Ainsi, au vu de la nature pluridimensionnelle du maintien de la paix, ma vision a commencé à évoluer à partir de mon expérience au Cambodge. Toutefois, au Koweït, après la Guerre du Golfe, une autre mission a été établie dans le cadre de laquelle nous étions à nouveau confrontés à deux pays mais aussi nous devions instaurer la confiance parmi la population locale et veiller à ce que la guerre ne reprenne pas. Ce type d'opération était donc tout à fait différent. Dernièrement au Congo, je constate que la nature pluridimensionnelle du maintien de la paix a évolué pour atteindre son apogée. En effet, tous les éléments sont réunis, à savoir la politique, l'État de droit, les éléments humanitaires, des patrouilles sur le fleuve Congo, des moyens aériens. Il s'agit d'une organisation très complexe. Il y a donc une évolution.

Q *Quel est le défi majeur à relever afin de former de manière efficace au maintien de la paix des soldats habitués à combattre ?*

R Un soldat en formation de base est habituellement entraîné à faire la guerre. Les aptitudes acquises sont la forme physique, le maniement des armes mais aussi la capacité de tirer et de tuer. Or, parallèlement, les soldats doivent jouer un rôle de policier. En effet, dans presque tous les pays, lorsque la police civile ne maîtrise plus la situation, l'armée doit intervenir. Pourtant, ce faisant, les soldats n'interviennent pas pour faire la guerre à leur propre peuple, mais pour contribuer à restaurer l'ordre. Ils doivent donc être très flexibles pour passer d'un bord à l'autre en fonction du mandat. Voilà le défi à relever.

Q *En général, quelle est la chose la plus importante que doit savoir un soldat de la paix africain avant de partir en mission ?*

R Il doit connaître sa mission et appliquer les règles d'engagement avec bon sens.

Q *Selon vous, quelle est la principale mission du Centre international Kofi Annan de Formation au Maintien de la Paix ?*

R Notre principale mission consiste à fournir une capacité reconnue mondialement aux acteurs

internationaux dans le domaine de la paix et de la sécurité en Afrique, par le biais de la recherche, de la formation et de l'éducation, pour promouvoir la paix et la sécurité sur tout le continent. Nous célébrons notre 10e anniversaire [en 2013] et je suis fier de dire qu'au fil des années, le centre s'est développé. Il est maintenant classé comme Centre d'Excellence dans le domaine de la paix et de la sécurité. Il est reconnu par l'ONU, par l'UA et par la CEDEAO [Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest]. Nous sommes fiers d'avoir gagné cette marque d'approbation. Après tout, le centre porte le nom de Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations Unies et fils du Ghana. Par conséquent, nous sommes heureux de pouvoir être associés à sa très haute réputation mondiale.

Q *Selon vous, quel a été le plus grand succès du centre de formation au cours de ces dix ans ?*

R Le titre de Centre d'Excellence en dit long sur ce que le centre a réalisé. Cependant, concrètement, les chiffres indiquent que près de 10.000 personnes ont été formées à divers aspects de la paix et de la sécurité mais aussi ont été déployées dans le cadre de différentes missions à travers l'Afrique. Parmi ceux qui en ont bénéficié se trouvent des policiers, des soldats, des observateurs d'élections et des agents électoraux. En outre, les questions abordées concernent le genre et la logistique dans le maintien de la paix. Tous ont eu un impact sur différentes opérations de maintien de la paix en Afrique.

Q *Quel est l'avenir du maintien de la paix sur le continent africain ? Pensez-vous que l'ONU continuera de jouer un rôle majeur ou l'UA prendra-t-elle les rênes ?*

R D'après mon expérience, les organisations sous régionales, comme la CEDEAO, et régionales, comme l'UA, se montrent très proactives en cas d'instabilité. Par conséquent, je pense que les pays africains ont gagné en maturité et qu'ils devraient pouvoir prendre la tête des opérations pour résoudre leurs propres problèmes. Cependant, s'il faut relever des défis, nous pouvons faire appel à nos partenaires internationaux pour nous aider, puisque nous sommes un village global. Donc, en ce qui me concerne, je dirais que nous devons nous acquitter au mieux de notre tâche. Toutefois, si celle-ci nous dépasse, nous pouvons faire appel à l'ONU ou à tout autre soutien. □

Une Burundaise entre dans l'histoire de la FIFA

BBC NEWS SUR
BBC.CO.UK/NEWS

La présidente de la Fédération de Football du Burundi, Lydia Nsekera, est devenue la première femme élue au puissant comité exécutif de la Fédération internationale de Football au cours des 109 ans d'existence de cet organe décisionnaire.

Âgée de 46 ans, Lydia Nsekera remplira un mandat de quatre ans, après avoir été élue au congrès de la FIFA à l'île Maurice en juin 2013. Elle a remporté 95 des 203 voix devant l'Australienne Moya Dodd et Sonia Bien-Aime, des îles Turks et Caïcos. « J'encouragerai les femmes à croire en leur faculté à diriger et je les soutiendrai au sein des associations membres », a déclaré Lydia Nsekera.

Lydia Nsekera dirige la Fédération de football du Burundi depuis 2004 et a été membre du comité d'organisation des matches olympiques de football de 2008 et 2012. Membre

du Comité olympique international, elle siège aussi au Comité de gouvernance indépendant créé en 2011 pour lutter contre la corruption au sein de la FIFA.

« Au sein du comité exécutif, nous travaillons en équipe. Cependant, personnellement je continuerai à œuvrer pour que davantage de femmes deviennent entraîneur dans le football de base et pour que plus de femmes soient élues, a-t-elle déclaré. Je pousserai les parents à laisser jouer leurs filles au football. »



AFP/GETTY IMAGES

Un nouveau festival nigérian pour relancer le théâtre

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le théâtre a joué un rôle crucial dans la définition de certaines campagnes historiques du Nigeria, y compris la poussée vers l'indépendance en 1960. Or, aujourd'hui, cet art est en quête de succès et ses acteurs le déclarent en danger.

L'un des facteurs est la prolifération des films « Nollywood », qui jouissent d'une immense popularité en raison de leurs scénarios extravagants et de leurs personnages grotesques. Ils sont aussi moins chers et plus faciles à visionner qu'une pièce de théâtre.

Cependant, au festival de théâtre de Lagos, qui a commencé en février 2013, les acteurs ont évoqué un autre obstacle : trouver un endroit pour se produire dans la capitale économique du Nigeria, l'une

des plus grandes villes du monde, avec 15 millions d'habitants.

Ojoma Ochai, directeur adjoint au British Council à Lagos, structure qui a organisé le festival, a expliqué que plusieurs lieux de représentation de la ville avaient été convertis en églises. Certains locaux ont été fermés et d'autres demandent des loyers astronomiques que les compagnies théâtrales ne peuvent pas payer. L'objectif de ce premier festival était de présenter un théâtre capable de se produire partout ailleurs que dans un véritable théâtre, dans l'espoir d'inspirer d'autres productions dans d'autres endroits.

Le danger est de perdre une forme d'art qui a été plus qu'un divertissement au cours de l'histoire du Nigeria, d'après

Duro Oni, de l'Université de Lagos et historien du théâtre. Le théâtre moderne est né au Nigeria après la Seconde Guerre mondiale, lorsque les pièces n'ont plus été jouées dans des églises et sur les marchés de village, mais dans des locaux permanents, comme il l'a ajouté. Le plus connu était Glover Hall, sur Lagos Island, l'un des plus anciens quartiers de la ville, où le flamboyant Herbert Ogunde a fondé la première troupe de théâtre professionnelle du Nigeria, attirant un large public, de l'élite à la classe ouvrière.

Selon Duro Oni, le théâtre provocateur se produit toujours dans plusieurs universités à travers le pays. Les producteurs de théâtre estiment qu'il peut prendre un plus grand essor si les troupes de théâtre reprennent où et comment monter une pièce.



PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES

Des acteurs jouent une scène en plein air à Lagos. Un nouveau festival cherche à faire revivre le théâtre nigérian, qui a joué un rôle majeur dans l'histoire culturelle du pays.

La DRC organise son **PREMIER** Tour cycliste

PERSONNEL D'ADF

Au cours de la plus grande et de la plus ambitieuse manifestation sportive organisée par la République démocratique du Congo (RDC) depuis des décennies, le Tour du Congo a accueilli environ 60 cyclistes du monde entier pour participer à une course exténuante de 960 kilomètres.

Cette première course, marquée par l'enthousiasme des foules, s'est achevée le 27 juin 2013 à Kinshasa, lorsque le Français Médéric Clain a franchi la ligne d'arrivée. Les coureurs venaient de la RDC, de France, du Benin, du Burkina Faso, de la République du Congo voisine, de la Côte d'Ivoire, de Tanzanie, du Togo et d'Ouganda. L'équipe du Rwanda, dont les relations avec le pays hôte sont tendues, a créé la surprise.



AFP/GETTY IMAGES

Le Français Médéric Clain sur son vélo après avoir gagné une étape du Tour du Congo, qu'il a remporté.

Sylvestre Mutayo, président de la Fédération cycliste congolaise, a déclaré à la BBC que le cyclisme a toujours été important en RDC. Historiquement, c'était le sport le plus populaire après le football. Or, à cause de difficultés financières, il a décliné dans les dix dernières années. Le vainqueur Médéric Clain ne tarissait pas d'éloges sur la course.

« Les spectateurs qui ont suivi la course dans trois provinces étaient très accueillants », a déclaré Médéric Clain à Reuters à l'arrivée, au son de la musique de groupes congolais. « Le paysage était absolument extraordinaire. Je reviendrai pour la deuxième édition. »

« Pour la deuxième édition, le Tour devrait inclure tout le Congo, pas seulement trois provinces », a expliqué le journaliste sportif Beni-Joel Dinganga. « Mais pour un premier essai, cela a été un succès ! »



WORLDREADER

Les ebooks gagnent du terrain en Afrique

PERSONNEL D'ADF

Comme les Africains se servent de leur téléphone mobile pour à peu près tout, il n'est pas étonnant qu'ils les utilisent maintenant pour lire des livres. Le Nigeria et le Kenya sont parmi les premiers pays dans le monde à adapter leurs mobiles à de nouveaux usages. Le reste de la planète est encore en retard sur le système du Kenya d'opérations bancaires mobiles, qui transforme les téléphones portables en banques et en cartes de crédit tout-en-un. Aujourd'hui une nouvelle application fait fureur : l'ebook. Une étude de 2011 montre que 88 pour cent des Kenyans utilisent leur mobile pour consulter leurs e-mails et surfer sur les médias sociaux et que 20 pour cent d'entre eux l'utilisent pour lire des livres, des journaux et des magazines, ce qui est assez surprenant.

Certaines écoles africaines distribuent aujourd'hui des liseuses traditionnelles, comme des Kindles. Avec son concept de « livres pour tous », l'organisation à but non lucratif Worldreader s'efforce de distribuer des ebooks dans des endroits du monde où l'accès aux livres est limité. Worldreader Mobile est une application de lecture spécialement conçue pour les mobiles. Depuis janvier 2013, Worldreader Mobile a été installé sur 5 millions de mobiles, principalement en Asie et en Afrique. L'objectif est d'atteindre les 10 millions d'ici la fin de l'année.

Worldreader indique qu'il distribue gratuitement « des livres de conte, manuels, classiques internationaux, livres d'auteurs locaux, nouvelles primées et informations sanitaires » pour les

utilisateurs de mobiles. Le coût pour Worldreader est d'environ 50 cents par ebook, provenant de dons et de partenariats.

Worldreader collabore aussi avec plus d'une dizaine d'éditeurs africains, dont il numérise les livres pour les distribuer sur les mobiles. Les livres coûtent environ 3,50 dollars chacun, ce qui est à peu près le même prix qu'un livre en papier classique.

Kwani?, la revue littéraire la plus populaire du Kenya, collabore avec des développeurs d'applications pour fournir ses publications sur des mobiles. « Les portables sont une énorme composante de la consommation ici », a déclaré Angela Wachuka de Kwani Trust au Christian Science Monitor. Elle dit avoir vu des Kenyans dévorer des centaines de pages de texte sur leurs minuscules écrans de mobiles « feuilletant laborieusement des biographies croustillantes et des comptes rendus des derniers bouleversements politiques dans le pays ».

Pour l'instant, la majeure partie du potentiel doit encore être mis en œuvre, en raison des limites de l'infrastructure. D'après Angela Wachuka, des lecteurs se plaignent de ces limites des largeurs de bande qui ralentissent le téléchargement d'ebooks.

Or, elle ne doute pas que, pour le moment, les mobiles sont l'avenir de la lecture d'ebooks en Afrique, et elle n'est pas la seule. Angela Wachuka imagine déjà l'étape supérieure avec des applications supplémentaires comme des vidéos, des podcasts et des forums de lecteurs.



LE JAPON PROMET DE FAIRE DES INVESTISSEMENTS MAJEURS EN AFRIQUE

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'Afrique sera un moteur pour la croissance mondiale dans les décennies à venir, a déclaré le Premier ministre du Japon, en conclusion d'une réunion qui s'est tenue en juin 2013. Lors de cette dernière, Tokyo a promis d'apporter une aide considérable au moment où le Japon essaie de faire jeu égal avec la Chine, laquelle s'implique de plus en plus sur le continent. Shinzo Abe a déclaré que le Japon devait s'engager à l'égard de l'Afrique d'une manière qui soit mutuellement profitable.

« L'Afrique deviendra un pôle de croissance dans les prochaines décennies, jusqu'au milieu de ce siècle [...] C'est donc le moment pour nous d'investir en Afrique », a indiqué Shinzo Abe lors d'une conférence de presse à la fin des trois jours de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Tokyo International Conference on African Development ou TICAD). « Le Japon ne se contentera pas d'importer des ressources naturelles de l'Afrique vers le Japon. Nous voulons œuvrer en Afrique à une industrialisation qui se traduira par des emplois et une croissance. »

Les responsables japonais ont insisté sur la nécessité de transformer les relations de leur pays avec l'Afrique, en passant d'un rapport de donateur à destinataire à celui

Le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn et le Premier ministre japonais Shinzo Abe se saluent durant la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique en juin 2013. AFP/GETTY IMAGES

d'un partenariat économique, à mesure que les sociétés japonaises cherchent à exploiter un marché florissant. Cela dit, Shinzo Abe a ouvert la TICAD avec un engagement de 1,4 billion de yens (14 milliards de dollars) d'aide.

Ces fonds, qui pour moitié doivent être affectés à des dépenses portant sur des projets d'infrastructures indispensables, entrent dans le cadre des 3,2 billions de yens que les secteurs public et privé du Japon investiront en Afrique au cours des cinq prochaines années. Cet ensemble comprendra 1 milliard de dollars d'aide devant être affectés à l'aide à la stabilisation de la région du Sahel. Le Japon a également l'ambition de doubler le nombre des emplois offerts par ses grandes entreprises en Afrique, lequel devrait passer à 400.000 d'ici à la prochaine conférence TICAD en 2018.

« Le type de croissance que la TICAD reconnaît ne s'arrête pas à des chiffres. [...] Elle [vise à] générer une croissance de haute qualité en répartissant les bénéfices de manière élargie et approfondie dans l'ensemble de la société », a ajouté Shinzo Abe.

Les besoins de l'Afrique en matière de routes, de voies ferrées, de ports et de réseaux électriques, cadrent bien avec l'engagement pris par Shinzo Abe de tripler la valeur des exportations japonaises d'infrastructures, lesquelles atteindront 30 billions de yens par an d'ici à 2020. La classe moyenne du continent, qui est en expansion, constitue également une population cible attractive pour les entreprises japonaises, dont le marché intérieur est vieillissant et en diminution.

LE PRÉSIDENT OBAMA ANNONCE UNE INITIATIVE POUR L'ÉLECTRICITÉ au cours de sa visite en Afrique

AGENCE FRANCE-PRESSE

Au cours d'une visite officielle dans trois pays africains en juin 2013, le président américain Barack Obama a annoncé un ambitieux programme destiné à accroître l'accès à l'électricité dans l'ensemble du continent.

Pour cette annonce, le président Obama s'est rendu à la centrale électrique d'Ubungu en Tanzanie et a évoqué le sort des 70 % d'Africains qui sont dépourvus d'un accès fiable à l'électricité. Prononçant son discours avec en toile de fond la centrale dont les réparations ont été financées par les États-Unis, Barack Obama a cherché à promouvoir sa nouvelle initiative d'aide d'un montant de 7 milliards de dollars. « Nous partageons tous un sentiment d'urgence. Si notre objectif est de réaliser l'électrification de l'Afrique, nous devons le faire plus rapidement », a suggéré le président Obama.

Ce plan, du nom de « Power Africa » (Électricité Afrique), tire parti de garanties de prêts et de financements du secteur privé et a pour objectif de doubler l'accès à l'électricité dans l'Afrique subsaharienne, où plus des deux tiers de la population vit dans l'obscurité. Le plan sera initialement lancé en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Liberia, au Nigeria et en Tanzanie.

Barack Obama a eu également l'occasion de se divertir lors de cet événement, en essayant un dispositif du nom de « Socket ball », à l'intérieur duquel un générateur est installé en vue de capter, pendant le jeu, de l'énergie



Au cours d'un événement en compagnie du président tanzanien, Jakaya Kikwete, le président des États-Unis, Barack Obama, tient entre ses mains un « Socket ball », à l'intérieur duquel un dispositif électronique permet de produire et de stocker de l'électricité pouvant alimenter de petits appareils.

électrique pouvant être utilisée ultérieurement en vue d'alimenter une lampe ou un téléphone portable.

Le dirigeant américain a joué avec ce ballon en le faisant rebondir sur sa tête et sur son pied, avant de montrer comment il pouvait être relié à un téléphone portable. « J'ai pensé que c'était tout à fait brillant, a-t-il confié. Vous pouvez imaginer ceci dans les villages de l'ensemble du continent. »

Des foules ravies se sont pressées autour du président Obama lorsqu'il est arrivé en Tanzanie. Il a insisté sur le fait qu'il voulait que « l'Afrique construise l'Afrique, pour les Africains ». Outre la centrale électrique, le président Obama a plaidé lors de son voyage en faveur d'initiatives visant à stimuler le commerce régional avec les États-Unis, à éliminer les blocages aux douanes et aux frontières qui retardent les exportations mais aussi à sauver les éléphants et les rhinocéros d'Afrique menacés d'extinction.

La Tanzanie est l'exemple d'une démocratie africaine stable, aidée par les États-Unis dans le cadre de programmes de santé publique et d'infrastructure, que Washington souhaite voir se répandre dans la région. Le président Obama a quitté l'Afrique avec la conviction que l'avenir de la région était prometteur.

« Même si ce continent doit faire face à d'importants défis, c'est également un moment extrêmement encourageant pour l'Afrique », a affirmé Barack Obama aux chefs d'entreprise réunis en Tanzanie.

LES PAYS AFRICAINS SONT PARMI LES PREMIERS À

SIGNER LE TRAITÉ SUR LES ARMES

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le 3 juin 2013, plus de 60 pays ont signé un traité sur le commerce des armes conventionnelles qui constitue un tournant. Les pays africains sont parmi ceux qui ont montré l'exemple.

Ce traité, négocié sous l'égide des Nations Unies, est le premier depuis plus d'une dizaine d'années à concerner des armements de toutes catégories. Il vise à instaurer la transparence et la protection des droits de l'homme au sein d'un commerce mondial des armes qui porte sur 85 milliards de dollars par an et soulève de nombreuses questions. Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon a déclaré que le traité « mettra un terme à la nature anarchique » du négoce des armes, selon le porte-parole Martin Nesirky.

Le traité concerne les chars, les véhicules blindés de combat, l'artillerie de gros calibre, les aéronefs de combat, les hélicoptères d'attaque, les navires de guerre, les missiles et les lance-missiles, ainsi que le commerce très répandu des armes légères. Les pays ratifiant le traité doivent prendre des précautions pour s'assurer que les armes n'entrent pas en violation d'un embargo international ou des lois sur les droits de l'homme, ou encore qu'elles ne finissent pas par tomber entre les mains de terroristes ou de criminels.

L'ouverture des signatures a été décrite comme « un tournant extrêmement important » par les ministres et autres représentants de sept pays, dont le Kenya, qui ont parrainé la première résolution des Nations Unies de 2006 invitant à envisager la création d'un traité.

« Il est crucial que ce traité entre en vigueur dès que possible et soit effectivement mis en œuvre », ont affirmé les sept pays dans une déclaration. Cinquante ratifications sont nécessaires pour que le traité entre en vigueur, ce qui pourrait se produire d'ici un an, comme l'a précisé Erkki Tuomioja, le ministre finlandais des Affaires étrangères.

La pays africains qui ont signé le traité dans les trois premiers jours suivant l'ouverture des signatures étaient le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, la Côte



d'Ivoire, Djibouti, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Tanzanie et le Togo, selon les comptes rendus.

En signant le traité, le Rwanda a publié une déclaration aux termes de laquelle « chaque année, des millions de personnes à travers le monde sont gravement affectées, directement ou indirectement, à cause d'une insuffisante réglementation du commerce et du trafic illicite des armes. [...] À l'instar d'autres instruments internationaux, le Traité sur le commerce des armes proposé contribuera à sauvegarder la paix, la sécurité et la stabilité pour les générations présentes et futures. Il réglera le transfert des armes. En conséquence, il réduira les pertes en vies humaines et atténuera la souffrance humaine et le déclin économique que perpétuent le crime, les actes des groupes terroristes, la piraterie et le trafic de drogue. »

Faisant campagne en faveur de l'adoption du Traité sur le commerce des armes, le Révérend Silvester Rwomukubwe, un militant ougandais, dépose une gerbe de fleurs devant une pierre tombale dans un cimetière fictif installé par la coalition pour le contrôle des armes, à proximité de l'immeuble des Nations Unies à New York.

REUTERS



Soldats maliens à l'entraînement à Koulikoro avec des soldats luxembourgeois. L'Union africaine veut créer une force de réaction rapide qui permettra aux pays africains d'intervenir rapidement dans un conflit.

LA TANZANIE MONTRE SA DÉTERMINATION À COMBATTRE LES BRACONNIERS

SABAHI.COM

La Tanzanie prend des mesures pour lutter contre la montée du braconnage des éléphants et des rhinocéros en déployant l'armée et des drones équipés de caméras dans le cadre d'opérations anti-braconnage.

Selon l'Institut de recherche sur la faune sauvage en Tanzanie (Tanzania Wildlife Research Institute), le braconnage a fait chuter la population d'éléphants de 109.000 en 2009 à 70.000 en 2012.

Face à l'indignation des législateurs concernant l'accroissement du braconnage, le ministre des Ressources nationales et du Tourisme, Khamis Sued Kagasheki, a déclaré au Parlement, en mai 2013, que le président Jakaya Kikwete avait autorisé le déploiement d'unités militaires pour lutter contre le braconnage. « Nous allons faire quelque chose dont les générations futures se souviendront », a-t-il expliqué.

C'est la deuxième fois que l'armée participe à la lutte contre le braconnage. En 1989, l'opération Uhai a permis un rebondissement de la population d'éléphants qui comptait alors 30.000 animaux seulement. Le porte-parole des Parcs nationaux de la Tanzanie, Pascal Shelutete, a expliqué que le service du parc utilisera des drones (de petits avions télécommandés équipés de caméras) pour surveiller les intrusions dans les parcs.

« C'est une sorte de caméra de télévision en circuit fermé améliorée, qui facilitera la surveillance de tous les parcs pendant 24 heures », a-t-il poursuivi, en ajoutant que les caméras sont reliées à des ordinateurs par satellite.

Sur son site Internet, la Fondation internationale contre le braconnage (International Anti-Poaching Foundation ou IAPF) publie les explications suivantes : « nous sommes en guerre contre des braconniers bien armés et bien informés. Pour réduire le braconnage dans des environnements dangereux, [les véhicules aériens sans pilote] fournissent une solution sur une grande échelle, plus sûre et plus rentable. »

Le vice-ministre des Ressources naturelles et du Tourisme de Tanzanie, Lazaro Nyalandu, a demandé aux citoyens de soutenir le gouvernement dans ses efforts en signalant des cas de braconnages auxquels ils seraient confrontés.

« Le gouvernement ne peut pas combattre le braconnage dans l'isolement, a-t-il déclaré au Parlement. Tous les Tanzaniens doivent donc unir leurs efforts pour lutter contre les braconniers et préserver ainsi nos ressources naturelles. »

L'UA va créer une force de réaction rapide

REUTERS

En mai 2013, les dirigeants africains ont décidé de créer une force militaire de réaction rapide pour intervenir en cas d'urgence. Ainsi, ils tentent de réduire la dépendance du continent à l'égard des forces et financements extérieurs pour sa défense.

Cette décision a été prise lors de la 21e session ordinaire de l'Assemblée des Chefs d'États et de gouvernements au sommet de l'Union Africaine (UA) qui s'est tenu à Addis Abeba, en Éthiopie. L'idée a surgi après que plusieurs dirigeants africains ont demandé la création sur-le-champ d'une capacité de défense africaine, compte tenu de la persistance des conflits et rébellions en Afrique.

Le projet de créer une Force africaine en attente existe déjà depuis plus de dix ans. Or, les retards pris par ce projet ont alimenté les critiques contre la lenteur de l'Afrique à prendre en main les questions de maintien de la paix. La décision de l'Assemblée de l'UA stipule que la force de réaction rapide sera formée sur la base de contributions volontaires en effectifs, en matériel et en

financements par les pays membres en mesure d'y participer.

Cette force s'appellera la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises et sera une mesure de transition en attendant la formation effective de la Force africaine en attente. Elle consistera en une « force flexible et robuste [...] qui sera déployée très rapidement, pour répondre efficacement aux situations d'urgence dans le cadre de la structure de paix et de sécurité africaine ».

Selon l'UA, la décision « vise à contribuer à l'émergence de solutions africaines aux problèmes africains ». L'Institut d'études de sécurité, basé en Afrique du Sud, rapporte que la force de réaction rapide devrait intégrer des unités de combat composées d'environ 1.500 hommes hautement entraînés et disposer de capacités spécialisées. La force devrait aussi inclure des éléments aériens de sorte que les unités d'intervention puissent être parachutées ou atterrir rapidement dans les zones de combat. Elle devrait pouvoir être mobilisée en 14 jours au plus.

LES ÉTATS-UNIS FONT DON DE DEUX NAVIRES AU NIGERIA POUR LUTTER CONTRE LA PIRATERIE MARITIME

DEFENCEWEB

La Marine nigériane recevra, en 2014, deux anciens navires américains, l'USNS John McDonnell et le Cutter Gallatin appartenant auparavant à la garde côtière.

Selon le journal National Mirror, le Vice-amiral Dele Ezeoba, chef d'état-major de la Marine nigériane, a déclaré que les deux navires seraient inspectés entre mai et août 2014. Le contre-amiral Emmanuel Ogbor, chef de la politique et des projets, a ajouté que les États-Unis avaient déjà transféré plusieurs navires au Nigeria, ces dix dernières années, dont les NNS Thunder, Obula, Nwamba, Kyanwa et Ologbo.

« Ces navires ont largement contribué à sécuriser l'environnement maritime du pays et du Golfe de Guinée », a indiqué Emmanuel Ogbor. Ils sont offerts dans le cadre du système de surplus d'équipements militaires américains.



U.S. NAVY

L'USNS John McDonnell est un navire de surveillance océanographique de 63 mètres de long, pesant 2.054 tonnes, qui est doté de deux rampes de lancement de 10 mètres. Mesurant 115 mètres de long et pesant 3.250 tonnes, le Gallatin fait partie de la classe Hamilton, la même classe que le Thunder donné par les États-Unis en 2011. Il est équipé d'une plate-forme d'hélicoptère, d'un hangar escamotable et d'une vedette. Il possède quatre moteurs principaux et peut être propulsé soit par deux moteurs diesel soit par deux turbines à gaz entraînant deux hélices à pas variable.

En mai 2013, la Marine nigériane a aussi prouvé qu'elle faisait bon usage de sa capacité accrue. En effet, elle a annoncé qu'elle avait saisi plus de 40 navires suspects d'être impliqués dans le trafic de pétrole. Dele Ezeoba a précisé que la flotte s'agrandissait avec la commande de cinq patrouilleurs de haute mer au début de l'année 2013 et la construction d'un autre navire de classe Andoni ainsi que de deux patrouilleurs côtiers de 95 mètres qui devraient être livrés d'ici la fin de l'année 2014.

Dele Ezeoba a souligné l'importance qu'il y a à protéger le domaine maritime. « La richesse, la paix et assurément la survie de notre pays dépendent de la mer, dont la protection est la responsabilité de la Marine nigériane. »

« INTÉGRER ET EXÉCUTER »

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES FORCES DES OPÉRATIONS SPÉCIALES

20-22 MAI 2014

Centre des congrès de Tampa
Tampa, Floride, États-Unis

La coopération multinationale est essentielle en vue de dégager des solutions communes face aux menaces auxquelles le monde est confronté. C'est dans cette optique que plus de 90 pays partenaires vont se réunir en mai 2014 à l'occasion de la 4e Conférence internationale des forces des opérations spéciales du Commandement des opérations spéciales des États-Unis.

Le thème « Intégrer et Exécuter » reflète la vision de l'amiral William McRaven, chef du commandement des opérations spéciales des États-Unis. Cette dernière consiste à donner des moyens d'action à un réseau mondial regroupant les exécutants des forces des opérations spéciales, les représentants de diverses agences, les alliés et les partenaires qui peuvent intervenir rapidement face à des menaces communes.

Une assistance financière est disponible pour les pays admissibles souhaitant participer à la conférence. Le nombre de places étant limité, inscrivez-vous sans tarder.

Pour vous inscrire ou obtenir de plus amples informations, contactez le lieutenant-colonel Walter Richter, de l'armée américaine à l'adresse WALTER.RICHTER@SOCOM.MIL



CHEMINS DE L'ESPOIR

Le Soudan rêve de devenir un ACTEUR MONDIAL DU SUCRE

REUTERS

Confronté à la perte de la plus grande partie de sa production pétrolière suite à la sécession du Soudan du Sud en 2011, le Soudan cherche par tous les moyens à trouver de nouvelles sources de revenus pour l'État et pour payer les importations. Le sucre pourrait être la réponse.

« Il y a des terres en abondance pour la culture du sucre et de l'eau », a déclaré El Zein Mohammed Doush en mai 2013 à l'usine principale de l'entreprise Kenana Sugar Co., située à 270 kilomètres au sud de Khartoum.

La stimulation de la production sucrière a également une connotation politique. Cet édulcorant est l'ingrédient alimentaire le plus important dans un pays où il est normal d'en ajouter trois cuillérées à un petit verre de thé ou de jus d'orange.

Le prix du sucre est un sujet si sensible dans ce vaste pays africain qu'il peut déclencher des révolutions. Une flambée considérable de son prix a été l'une des raisons ayant conduit au renversement du président Jaafar Nimeiri en 1985. Pendant plus d'un an, le gouvernement soudanais a fait face à des manifestations de faible envergure provoquée par une hausse des prix alimentaires. Le taux annuel d'inflation a atteint 41,4 % en avril 2013, bien que le chiffre réel était beaucoup plus élevé, d'après les critiques.

Grâce à un apport de capitaux à hauteur de 500 millions de dollars par ses principaux propriétaires du golfe arabo-persique, c'est-à-dire l'Arabie saoudite et le Koweït, la société Kenana envisage souhaite plus que doubler sa production pour atteindre

1 million de tonnes en 2015. Sa société apparentée White Nile Sugar Co. envisage une production de 250.000 tonnes en 2014.

Ceci contribuerait à assurer la demande intérieure de 1,2 million de tonnes et laisserait une marge pour l'accroissement des exportations. En 2013, selon les estimations des analystes, la production de toutes les usines locales pourrait atteindre une capacité annuelle de 600.000 à 700.000 tonnes. En 2014, elle pourrait être de 900.000 à 1 million de tonnes.

Le Soudan, l'un des plus importants pays producteurs de sucre africains après l'Égypte et l'Afrique du Sud, espère devenir un acteur mondial d'ici à 2020, en concurrence avec les chefs de file mondiaux, tels que le Brésil. El Zein Mohammed Doush précise que d'ici là, le pays espère produire 10 millions de tonnes par an avec la mise en service d'autres usines. À elle seule, la société Kenana projette la mise en service de deux autres usines. En outre, le gouvernement a désormais mis en vente quatre usines du secteur public qui ont besoin d'être modernisées.

Pour diversifier ses produits, Kenana projette également de plus que tripler la production de biocarburants, un sous-produit de la production sucrière, qui devrait atteindre 200 millions de litres d'ici à 2015. À la différence d'autres pays nord-africains qui sont en majeure partie désertiques, le Soudan est un emplacement de choix pour la production de cultures vivrières, en raison de sa vaste brousse et de son accès aisé à l'eau du Nil.

Des travailleurs récoltent et rassemblent la canne à sucre à la sucrerie White Nile Sugar Co., à El Diwaym, au Soudan. Le Soudan veut produire 10 millions de tonnes de sucre par an d'ici à 2020.

REUTERS



UNE UNIVERSITÉ SUD-AFRICAINE REND LE ZOULOU OBLIGATOIRE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Pour stimuler la maîtrise des langues vernaculaires, une grande université sud-africaine rend les cours de langue zouloue obligatoires pour tous les étudiants de premier et deuxième cycle en 2014.

Les étudiants de l'université de KwaZulu-Natal, dans la ville portuaire de Durban, à l'est du pays, seront tenus de suivre un cours de zoulou et de réussir les examens connexes avant d'obtenir leur diplôme. La vice-chancelière adjointe Renuka Vithal a déclaré que cette décision reflétait « l'engagement de l'université envers le développement du zoulou à titre de langue d'enseignement universitaire parallèlement à l'anglais, qui, à ce stade, demeure la principale langue d'enseignement et d'instruction ». Le zoulou est la langue natale d'un quart des 50 millions de Sud-Africains et est parlé par plus de 80 % des habitants de la province du KwaZulu-Natal, où est située l'université.

« Dans une université où plus de 60 % des étudiants sont des locuteurs de zoulou, l'institution a l'obligation de s'assurer que les choix linguistiques se traduisent par des solutions d'apprentissage efficaces », a fait valoir l'université dans une déclaration. Elle a également précisé que cette décision s'inscrivait dans l'esprit de « l'édification du pays et de la convergence de la diversité linguistique ».

Les membres du personnel de l'université devront eux aussi avoir une bonne compréhension de la langue. Le zoulou, avec l'anglais et l'afrikaans, est une langue véhiculaire dans de nombreuses régions du pays. L'Afrique du Sud compte 11 langues officielles, à savoir l'afrikaans, l'anglais, le ndebele, le sotho du Nord, le sotho, le swazi, le tswana, le tsonga, le venda, le xhosa et le zoulou.



LE KENYA SE MET AU NUMÉRIQUE POUR SIGNALER LES PROBLÈMES D'INNOCUITÉ DES MÉDICAMENTS

SCIDEV.NET

LE KENYA A DÉVELOPPÉ UN SYSTÈME DE NOTIFICATION ÉLECTRONIQUE POUR ACCELERER LE REPERAGE DES EFFETS INDESIRABLES ET DE LA QUALITÉ INFÉRIEURE DES MÉDICAMENTS.

Le système de pharmacovigilance par notification électronique, réputé pour être la première initiative de ce genre en faveur de la sécurité des patients en Afrique, permet aux professionnels de la santé et aux patients de signaler les effets indésirables suspectés et les médicaments de qualité inférieure en soumettant des formulaires par voie électronique. Le système, développé par le Pharmacy and Poisons Board (Conseil des produits pharmaceutiques et toxiques) du Kenya, peut être utilisé sur des ordinateurs de bureau. Il devrait être ultérieurement disponible sur les téléphones portables d'après les projets en place.

Le conseil surveille les effets indésirables des médicaments depuis 2004. En outre, un système national de pharmacovigilance a été lancé en 2009. Toutefois, la notification était faite manuellement à l'aide de formulaires imprimés. Jayesh Pandit, le directeur de la pharmacovigilance du conseil, explique qu'il s'agissait d'un « processus fastidieux » parce que les formulaires devaient être imprimés, envoyés aux centres de santé dans tout le pays et ensuite renvoyés pour être saisis manuellement dans une base de données.

« Désormais les utilisateurs peuvent se connecter directement à l'application Web en ligne ou télécharger l'application correspondant à leur appareil. Ainsi, ils peuvent accéder en

ligne et hors ligne au formulaire de notification. L'application peut être utilisée de cette manière lorsque l'accès à Internet n'est pas fiable », ajoute Jayesh Pandit.

Il précise que les données collectées sur le système seront évaluées chaque mois et publiées. Willis Akhwale, le directeur du contrôle et de la prévention des maladies au ministère de la Santé publique et de l'Assainissement, affirme que cette initiative est d'importance cruciale pour autonomiser les professionnels de la santé. « Les informations figurant dans la base de données permettront au personnel de santé de prendre des décisions éclairées qui se traduiront par des meilleurs soins de santé pour les Kenyans », a-t-il expliqué.

Akhwale, le système en ligne aidera à surveiller l'impact de l'automédication sur les personnes se procurant des médicaments normalement délivrés sur ordonnance mais qui sont illégalement proposés en vente libre. Par ailleurs, ils contribueront à la lutte contre les médicaments de qualité inférieure et il freinera l'utilisation de médicaments périmés.

AFP/GETTY IMAGES



Une pharmacienne remplit une ordonnance à l'hôpital de district Mbagathi, à Nairobi, au Kenya. Un nouveau système repérera les effets indésirables des médicaments.

LE SOUDAN DU SUD MET L'ACCENT SUR LA VACCINATION ET FAIT ÉCHEC À LA POLIO

IRIN



Un vaccin oral contre la polio est administré à un enfant dans le camp de réfugiés de Kounoungo au nord-est du Tchad.

REUTERS

Au moyen de fréquentes campagnes de porte à porte pour la vaccination contre la polio, le Soudan du Sud a vacciné plus de 94 % des enfants de moins de 5 ans contre cette maladie, selon le ministère de la Santé. Conjointement avec la Semaine mondiale de la vaccination, des milliers de vaccinateurs bénévoles ont effectué une campagne de quatre jours à la fin du mois d'avril 2013, en essayant d'atteindre le plus grand nombre d'enfants possible parmi les 3,3 millions d'enfants du pays, pour faire en sorte que le pays continue d'être exempt de la polio.

Lorsque le pays est sorti de dizaines d'années de guerre en 2005, son système de santé était en ruine. Il y avait peu de centres de santé en état de fonctionnement dans les zones rurales. Par conséquent, la plupart des enfants étaient privés de vaccinations régulières contre des maladies telles que la polio.

La vaccination contre la polio est devenue l'une des premières priorités du nouveau pays, conformément à un

effort international pour éradiquer la maladie d'ici à 2013. L'initiative de porte à porte est cruciale pour garantir le succès du programme, selon Gladys Lasu, une spécialiste de la santé et de la nutrition auprès du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), qui procure les vaccins destinés à de nombreuses campagnes de vaccination.

« Nous essayons d'éradiquer la polio au Soudan du Sud », explique Gladys Lasu. Bien qu'il n'y ait pas eu de nouveaux cas depuis presque quatre ans, elle insiste sur l'importance de cet effort afin que « les choses continuent de cette manière ».

Quatre fois par an, le ministère de la Santé met sur pied des équipes de bénévoles qui se répartissent dans l'ensemble du pays et vaccinent autant d'enfants que possible, y compris des enfants qui ont déjà été vaccinés. Les vaccinations de rappel ne sont pas nocives. En outre, il est plus facile d'intervenir sur le terrain en atteignant tous les enfants que d'essayer d'identifier spécifiquement les enfants non vaccinés.

Préalablement aux campagnes, les organisateurs lancent une intense campagne d'information par les médias au moyen de SMS, d'affichages et d'annonces radio. Depuis les haut-parleurs fixés sur le toit des camions retentissent des annonces encourageant les gens à emmener leurs enfants aux centres de santé se faire vacciner ou à s'assurer qu'ils puissent être traités par les vaccinateurs faisant du porte à porte.

Anthony Lako, le directeur du programme élargi de vaccinations au ministère de la Santé, indique que le recours à la vaccination et la campagne contre la polio en particulier ont été bien accueillis par la population. « De nombreuses zones [ont été] atteintes. Toutefois, il reste encore, naturellement, de nombreux défis à relever. »

Parmi ceux-ci figurent l'afflux régulier de Soudanais du Sud qui sont revenus dans leur pays depuis son accès à l'indépendance en 2011. En effet, nombre d'entre eux n'ont pas été vaccinés.

LE GHANA projette la cité de la technologie

BBC NEWS SUR BBC.CO.UK/NEWS



Le président du Ghana, John Mahama, a lancé un projet visant à construire une plaque tournante de la technologie d'un coût de 10 milliards de dollars, près d'Accra, la capitale.

Dénommée « Hope City » (la cité de l'espoir), elle accueillera l'immeuble le plus élevé de toute l'Afrique, haut de 270 mètres. Cette cité sera bâtie sur un terrain vide, emploiera 50.000 personnes et en logera 25.000.

John Mahama a indiqué que le secteur privé sera à la tête de la construction de Hope City. « Depuis l'indépendance, le gouvernement dirige la croissance dans le cadre de tous les investissements majeurs, a-t-il précisé. Il est temps pour le secteur privé de prendre la relève. »

Roland Agambire, directeur du géant technologique ghanéen RLG Communications, a expliqué que sa société investissait dans Hope City avec l'ambition de faire du Ghana un pays compétitif à l'échelle mondiale. « Ceci nous permettra de disposer de la plus grande installation d'assemblage au monde pour la fabrication de divers produits, soit plus de 1 million par jour », a-t-il affirmé.

Le directeur de RLG a indiqué que cette plaque tournante des technologies de l'information comportera six tours. Elle comprendra une université des technologies de l'information, une zone résidentielle et un hôpital, ainsi que des équipements sociaux et sportifs.

UN SITE D'ACHATS EXPLOITE LE MARCHÉ NIGÉRIAN

AGENCE FRANCE-PRESSE

Grâce à Jumia, un nouveau détaillant en ligne nigérian, les clients achètent des appareils électroniques, des livres, des téléphones, des DVD et d'autres produits qu'ils se font expédier directement chez eux ou à leurs bureaux, avec un choix de plusieurs options de paiement.

Et c'est seulement un début. Cette société en ligne vend également des jouets, des vêtements, des cigares, du vin, des bijoux, des articles et des appareils ménagers.

Le Nigeria, le plus important marché de l'Afrique avec 160 millions de personnes, a connu une expansion rapide de l'accès à Internet ces dernières années, offrant aux sociétés des opportunités à saisir. Bien qu'il reste à toutes les entreprises des obstacles majeurs à surmonter, depuis une corruption profondément enracinée jusqu'au manque d'électricité, il existe un énorme potentiel. Les détaillants en ligne, comme Jumia, qui exerce ses activités dans une poignée d'autres pays africains, cherchent à débloquer des possibilités, en développant des plans répondant aux besoins spécifiques du marché local.

« Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de marchés dans le monde comptant 160 millions de personnes, une classe moyenne en expansion et rien du point de vue du commerce de détail organisé », a fait remarquer Tunde Kehinde, un Nigérian de 29 ans et diplômé de l'université d'Harvard, cofondateur de ce qui est devenu par la suite la succursale nigériane de Jumia. « Donc, pour nous, c'est la vision de Jumia : aider à mettre sur pied le commerce de détail organisé » dans le pays le plus peuplé d'Afrique.

En une année d'activité, Jumia Nigeria est passée d'environ 10 employés à 450. Le site offre à présent 50.000 produits, dont des vêtements, des téléphones, des appareils électroniques et même des cigares. En outre, il affirme accueillir 100.000 visiteurs par jour. Plusieurs autres sites, comme Dealdey.com et Konga.com, poursuivent des stratégies similaires au Nigeria. D'après ce qu'indiquent les chiffres récemment obtenus, ils ont de bonnes raisons de le faire.

La société a été créée avec un apport de capital de la société allemande Rocket Internet et de l'entreprise de télécommunications Millicom. Tunde Kehinde et son camarade de classe de l'université d'Harvard, Raphael Afaedor, un Ghanéen de 36 ans, ont auparavant travaillé à lancer deux sites de commerce de détail en ligne au Nigeria. Ils ont pensé qu'ils étaient les personnes idéales pour cette entreprise.

Rocket Internet, une société investissant très dynamiquement dans les jeunes pousses qui déclare avoir créé 15.000 emplois dans plus de 40 pays, a également lancé Jumia au Maroc, en Égypte et au Kenya.

Au Nigeria, 11 millions de personnes avaient accès à Internet en 2008. Elles étaient 46 millions en 2011. Les ventes en ligne ont également augmenté, doublant entre 2011 et 2012.



Un livreur de Jumia dispose des paquets sur son scooter à l'entrepôt Ikeja à Lagos, au Nigeria.

Le « maire du Web » d'Abidjan rêve de l'Eldorado en ligne

VOIX DE L'AMÉRIQUE

Le premier « maire du Web » élu de la Côte d'Ivoire a été investi le 24 mai 2013 par un groupe de passionnés de technologie informatique espérant se défaire de la notoriété du pays en matière de cybercriminalité et faire d'Abidjan la toute dernière plaque tournante technologique du continent.

Agenouillé à même le sol et entouré par une équipe de conseillers, Emmanuel Assouan a placé une main sur un iPad et a prêté serment à haute voix.

Le concepteur et graphiste Web de 22 ans a remporté une campagne âprement disputée contre 11 autres candidats. Organisée par les membres du groupe innovant de créateur de jeunes pousses d'Abidjan, par des stratèges du Web, par des concepteurs, par des entrepreneurs et par des blogueurs, l'élection s'est déroulée seulement quelques jours après les scrutins organisés par le gouvernement pour des fonctions municipales et régionales.

Selon Amevi Midekor, l'un des organisateurs de l'élection, la campagne pour l'élection du maire du Web a intéressé les internautes du pays d'une manière qui n'a pas été observée dans les élections organisées par le gouvernement.



THE ASSOCIATED PRESS

« La communauté des internautes est bien partie pour se développer et se renforcer ici, a affirmé Amevi Midekor. C'est un espace où l'expression est libre et où les gens peuvent dire ce qu'ils veulent. »

Emmanuel Assouan, qui n'a pas de budget et n'exercera qu'un seul mandat, a des objectifs ambitieux pour mettre fin à la notoriété d'Abidjan au regard de la cybercriminalité. Il affirme vouloir transformer la ville en un « Eldorado » pour les passionnés de technologie, faisant ainsi référence à la mythique cité d'or recherchée par les explorateurs espagnols.

« Je veux éliminer les différences et les inégalités entre ces groupes, afin que nous puissions partager nos connaissances et donner une meilleure image de notre pays à l'étranger, a-t-il fait valoir. Notre pays figure actuellement sur les listes noires en raison de la cybercriminalité. Cependant, je souhaite que nous nous transformions en un Eldorado pour toute l'Afrique. »

La communauté des internautes de la Côte d'Ivoire a déjà parcouru un long chemin en seulement quelques années. Au cours de la période de violences postélectorales qu'a connues le pays en 2010 et 2011, ses membres ont utilisé Twitter et d'autres programmes afin de diffuser rapidement des informations et d'obtenir de l'assistance pour des personnes nécessitant des soins médicaux ou des vivres.

Depuis lors, d'autres projets ont été lancés pour aider le public. Par exemple, le programme CivRoute laisse les usagers publier en ligne les dernières nouvelles sur les accidents de la route et les embouteillages, ce qui facilite la circulation dans la ville.

LE RWANDA

INAUGURE LES SERVICES BANCAIRES PAR EMPREINTE DIGITALE

NEW TIMES/RWANDA

Le Rwanda vient de lancer un nouveau service bancaire mobile qui utilise des scanners d'empreintes digitales pour authentifier les utilisateurs.

MobiCash, lancée en mai 2013, est une solution de paiement universelle qui permet aux clients d'ouvrir et d'accéder à des comptes en banque virtuels par le biais desquels ils peuvent épargner, envoyer ou virer des fonds ou bien procéder à des paiements. Toutes les transactions monétaires peuvent être effectuées exclusivement avec l'empreinte digitale du détenteur du compte, sans avoir recours à des espèces ni à une carte.

Ce produit bancaire financier, qui cherche à rapprocher les services financiers de la majorité de la population, utilise des mécanismes d'authentification multi-facteurs. Par exemple, le système NSDT (Near Sound Data Transfer) utilise le canal audio d'un téléphone pour transmettre un code crypté, créant ainsi une signature électronique pour sécuriser les transactions ; la technologie NFC (near field communication ou communication en champ proche) permet aux appareils proches de communiquer et la technologie de l'authentification biométrique de la voix identifie les utilisateurs. Le lecteur d'empreinte digitale reconnaît l'identité d'une personne et la connecte au compte en banque approprié.

Patrick Gordon Ngabonziza, le directeur général du groupe, a expliqué que le service bancaire mobile est flexible et que les clients peuvent s'inscrire pour ouvrir des comptes mais aussi pour déposer, retirer et virer des fonds. « Tous les magasins seront munis de lecteurs d'empreinte digitale, a-t-il ajouté. Cette technologie assure la facilité d'utilisation des services bancaires par empreinte digitale. Lorsque les gens font des achats, il leur suffit de laisser leur empreinte digitale pour payer, sans saisir de code ni donner de signature. »

Patrick Gordon Ngabonziza a affirmé que la pénétration du produit sera rapide et harmonieuse du fait de l'infrastructure du pays et de la carte nationale d'identité biométrique.

« Il s'agit d'une plateforme monétique mobile qui cherche à répondre aux besoins des populations rurales pauvres par le biais d'institutions de microfinance et de détaillants, tels que les supermarchés et les pharmacies, a-t-il précisé. Vous pouvez aisément alimenter votre compte, transférer des fonds, procéder à des paiements, verser ou retirer de l'argent à partir de votre téléphone par le biais de services basés sur un système de réponse vocale interactive ou du site Web MobiCash. »

Le produit est déjà en phase de lancement opérationnel en Ouganda, au Burundi et en Afrique du Sud. Par ailleurs, les services de l'entreprise seront bientôt disponibles au Kenya et en Tanzanie.

Le capitaine qui disparaît dans l'herbe PERSONNEL D'ADF

Hendrik Witbooi était beaucoup de choses. Il a unifié le peuple Nama dans ce qui est aujourd'hui la Namibie. Ses talents de guérillero lui ont valu le surnom de Khabo Nanseb Gabemab qui signifie « le capitaine qui disparaît dans l'herbe ». C'était un homme croyant qui pensait que Dieu lui parlait. Il avait presque 60 ans lorsqu'il est devenu chef régional. Il est mort au combat à l'âge de 75 ans.

Aujourd'hui, différents billets de banque namibiens portent son effigie.

Hendrik Witbooi est né aux environs de 1830 dans le Sud-Ouest africain, qui est devenu la Namibie. Descendant de chefs de la tribu des Namas, il a été instituteur pendant une grande partie de sa vie. Alors qu'il avait la cinquantaine, il a pris les armes pour lutter contre d'autres tribus Namas et Héréros. Il a été capturé par ces derniers qui ont fini par le relâcher.

Hendrik Witbooi est devenu chef à la mort de son père en 1888. Or, son peuple n'était pas nombreux et son pouvoir avait peu d'importance. Il a alors commencé à consolider son pouvoir au sein des autres tribus Namas.

À cette époque, les Allemands, qui possédaient plusieurs colonies éparpillées sur le continent, commencèrent à accroître leur présence en Afrique australe. Le commandant Curt von François a rencontré Hendrik Witbooi et lui a offert « l'autonomie sous la protection des Allemands ». Hendrik Witbooi savait que « protection » signifiait soumission aux Allemands. Il a donc refusé.

Il s'est rendu compte que tous les peuples indigènes de la région devaient s'unir contre les Allemands. « Allez, mes frères, unissons-nous contre ce danger qui menace d'envahir notre Afrique, car nous sommes unis par notre couleur et nos coutumes et ceci est notre Afrique », a-t-il déclaré. Il a négocié une trêve avec les Héréros contre leur ennemi commun.

Les Allemands connaissaient la menace que représentait Hendrik Witbooi. Le 12 avril 1893, le commandant

Curt von François a lancé une violente attaque injustifiée contre un village Nama, ce qui a entraîné la destruction de maisons et de nombreuses victimes, principalement des femmes et des enfants. Hendrik Witbooi et ses troupes ont riposté par une guérilla qui dura 18 mois. Après avoir subi de lourdes pertes, les deux camps ont signé un traité qui favorisait largement les Allemands.

En vertu de ce traité, les troupes d'Hendrik Witbooi devaient aider les Allemands à réprimer d'autres rébellions en Afrique. Hendrik Witbooi a écrit au gouverneur

britannique de la Colonie du Cap, dans l'actuelle Afrique du Sud, pour l'avertir qu'il y aurait une « grande guerre » si les Allemands ne battaient pas en retraite. « Nous n'avons pas cédé nos terres. Ce qui n'a pas été donné par le propriétaire ne peut pas être pris par quelqu'un d'autre », a-t-il écrit.

En 1904, les Héréros ont déclaré une guerre totale à l'Allemagne. Plus tard cette même année, Hendrik Witbooi et les Namas se sont alliés aux Héréros contre l'ennemi commun. L'année suivante, Hendrik Witbooi est mort au combat en prononçant ces célèbres derniers mots : « Cela suffit. Maintenant les enfants doivent avoir la paix. »

Les Namas ont continué à se battre jusqu'à ce qu'ils soient

contraints de se rendre en 1907. Les Allemands ont occupé le territoire jusqu'à la Première Guerre mondiale, lorsque le pays a été repris par le gouvernement sud-africain. La Namibie a obtenu son indépendance de l'Afrique du Sud en 1990. Trois ans plus tard, elle a imprimé des billets de banque à l'effigie d'Hendrik Witbooi.

Il est reconnu dans toute la Namibie comme le bâtisseur de la liberté de son pays.



ISTOCK

OÙ SUIS-JE ? 

JOACHIM HUBER

INDICES

1

Cette formation géologique est le deuxième plus grand canyon du monde et le plus grand d'Afrique.

2

Ce canyon mesure 160 kilomètres de long, 27 kilomètres de large et 550 mètres à son point le plus profond.

3

Ce canyon remonte à plus de 500 millions d'années. Il a commencé à se former il y a 650 millions d'années.

4

Ce canyon s'est formé suite à une combinaison d'érosion hydrique et éolienne et de l'effondrement du fond de la vallée, en raison de mouvements de la plaque tectonique.

RÉPONSE : Fish River Canyon, en Namibie

PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

(directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à ADF)

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à ADF signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

OU



VEER

